

La voix de l'opposition de gauche

Le 5 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Macron, Philippe, Castaner et Cie. : Osez un geste humanitaire collectif, suicidez-vous, un acte de salut public !

La causerie d'avril est disponible au format pdf, 60 pages seulement, c'est bien assez ! Et j'ai hésité à actualiser le portail aujourd'hui, je me suis demandé si je ne devrais pas l'actualiser une fois par mois uniquement pour ceux que cela intéresse vraiment.

Personnellement en Inde je suis déconnecté de cette course effrénée ou hystérique à l'immédiateté, qui selon mes observations a tendance à déstabiliser ou perturber gravement la faculté d'analyse de ceux qui s'y adonnent et davantage encore, puisqu'elle influe sur leur comportement en général, on en a la preuve ici si besoin est.

Je crois qu'on va s'en tenir à ce rythme, deux ou trois actualisations par mois. Le reste du temps je suis occupé 24h/24, je n'arrête jamais. Je consacre un peu plus de temps au sommeil, j'ai des dizaines d'années de retard en la matière, juste pour avoir les idées plus claires. C'est indispensable ici plus qu'ailleurs, car si chez vous en France la situation se dégrade gravement, ici elle a atteint un degré de pourriture que vous ne soupçonnez même pas encore, j'ai une longueur d'avance sur vous, et je dois dire que c'est assez éprouvant, il en faut des ressources pour tenir le coup ou garder le moral, vaut mieux être blindé contre l'adversité.

Ce mois-ci cela fera 17 ans que je n'ai pas mis les pieds en France et cela ne me manque pas. J'ai eu un échange avec ma fille institutrice par le biais de Skype. Elle m'a écrit qu'elle avait trouvé "*spontanée*" ma compagne Selvi, et que c'était "*sympa*", cela change de tous ces gens susceptibles ou bourrés de complexes, d'a priori et je ne sais quoi encore, qui ont la tête farci, la grosse tête, qui se prennent très au sérieux et vous méprisent discrètement ou ouvertement. Qu'on fasse un usage aussi médiocre des connaissances qu'on a acquises ou des expériences qu'on a vécues, révèle un niveau de conscient en perte, au ras des pâquerettes. Selvi n'a aucune mauvaise pensée, c'est une femme formidable.

Avec ma fille je m'exprime librement et elle fait de même, et quand on ne se comprend pas, on s'explique, on laisse tranquillement chacun s'exprimer, sans animosité, nos relations sont dénuées d'arrière-pensées, au-delà de la tendresse, si on peut partager quelque chose ensemble, on s'en contente ou on est comblé. Les relations les plus simples sont généralement les plus saines. En vivant avec des femmes indiennes peu évoluées ou carrément très arriérées issues de familles très pauvres depuis plus de 30 ans, vous comprendrez pourquoi en règle générale l'idée ou l'intention de changer quoi que ce soit à leur comportement ne m'ait pas effleuré l'esprit sous peine de les tyranniser et de faire notre malheur, je ne suis pas aussi stupide que le pense la plupart de mes lecteurs.

Pour savoir à qui on a affaire, il suffit d'observer si la personne qui est en face de vous vous laisse parler et vous écoute ou non, ensuite, si elle s'en tient à vos propos ou si elle s'emploie à les déformer systématiquement. Et si elle vous demande des précisions, c'est bon signe, car l'art de la communication c'est d'être imparfaite, donc forcément il y a toujours quelque chose que l'on n'a pas compris dans le discours de l'autre ou on ne perçoit pas où il voulait en venir.

Si vous vous retrouvez en présence d'une personne qui vous laisse parler, et qui aussitôt enchaîne en débitant son propre discours, vous pouvez vous dire qu'elle ne vous a pas écouté ou qu'elle n'en avait rien à foutre de vous. C'est généralement l'attitude des Indiens qui sont hyper individualistes, mais c'est leur condition épouvantable qui veut cela.

En France on ne peut pas se prévaloir de cet argument. On a cultivé trop de valeurs ou de principes qu'on n'ignore pas, cette attitude témoigne qu'on les a abandonnés ou qu'on ne les a jamais réellement adoptés pour finalement sombrer inconsciemment sous la pression de l'idéologie dominante.

C'est utile et agréable d'avoir des relations saines, on peut juste regretter qu'elles soient si rares.

Je pensais que les gens recherchaient la compagnie de personnes équilibrées, mais apparemment ce n'est pas le cas ou cela ne les intéresse pas, ce qui les ravalent au niveau de nos Indiens.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

Rien de nouveau, on a envie de dire, rien à ajouter.

Dans cette causerie réalisée au cours des 8 derniers jours, je fournis des éléments d'analyse sur la situation que viennent corroborer les infos que je publie.

Si vous voulez savoir ce qui vous attend, observez comment a évolué la société aux Etats-Unis, et vous en aurez un aperçu assez précis. Globalement effrayant, n'est-ce pas ? Encore un argument qui justifie la nécessité impérieuse de rompre avec le capitalisme.

La question que doivent se poser certains militants et à laquelle on ne leur a proposé aucune réponse sérieuse.

Ce samedi matin au réveil, je me suis dit que le truc qui clochait ou éveillait le scepticisme pour ne pas dire le rejet quand on évoquait la rupture avec le capitalisme ou un changement de régime, résidait dans le fait que plus on avance dans la mondialisation plus on s'oriente vers un régime totalitaire mondial sur le plan politique mais aussi économique, qui dans ces conditions ne laisserait aucune chance à un Etat qui tenterait de s'engager sur la voie du socialisme. Il verrait aussitôt se dresser contre lui l'ensemble des Etats et des institutions internationales de la planète pour l'étouffer. Il se retrouverait immédiatement placé au ban de l'économie mondiale ou déclaré hors la loi de sorte que le commerce mondial lui serait interdit. Dès lors des pans entiers de son économie ne seraient plus alimentés et s'effondreraient du jour au lendemain, ce qui se répercuterait sur le niveau de vie des masses qui se dégraderait rapidement, et contribuerait à la désorganisation de l'ensemble de la société, ce qui se traduirait par la détérioration du moral des masses, qui à terme pourraient se retourner contre la nouvelle République sociale...

Aussi, pour palier au plus pressé ou pour écarter cette menace, dans un premier temps l'Etat décréterait prioritaire la satisfaction des besoins élémentaires des quelque 20 millions de travailleurs qui font face à des difficultés quotidiennes, en prenant des mesures d'urgence telles que l'annulation de leurs dettes, porter le revenu (ou retraite, AAH, etc.) minimum à 2.000 euros nets mensuel, loger décentement les 3,5 à 4 millions de personnes mal logées ou à la rue, diviser les prix des loyers par 2 ou 3, rendre gratuit les transports en commun, l'école, l'université et l'accès à la santé, l'ensemble des terres et des entreprises laissés à l'abandon seraient confisquées par l'Etat qui les administreraient en recrutant la totalité des chômeurs ou des travailleurs à temps partiel imposé, qui pallieraient ainsi à la baisse de production imposée par l'embargo mondial. Et quant aux moyens de production existant encore dans le pays, outre que toutes les grandes entreprises seraient socialisées, le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays serait rationalisé au maximum de manière à économiser le plus de matières premières et d'énergie, dans la mesure du possible tout ce qui pourrait être recyclé le serait, les technologies les plus avancées seraient mises à contribution pour produire des biens durables ou quasi inusables en employant les matériaux adéquates...

Cela étant, ne pouvant plus s'approvisionner sur le marché mondial en matière première, d'énormes difficultés surgiraient très rapidement, un grand nombre de marchandises ne pourraient plus être produites telles quelles, il faudrait donc envisager de se passer de toutes celles qui ne correspondraient pas à un besoin absolu, et modifier la composition de celles dont l'usage serait indispensable...

Si toutes ces mesures et biens d'autres contribueraient à stabiliser provisoirement la situation politique, pour autant la rationalisation de l'ensemble de l'économie prendrait du temps et ne suffiraient pas à empêcher les masses de devoir consentir des sacrifices ou de modifier leur mode de vie, ce que les couches et classes privilégiées dans le passé refuseraient. Privé de pétrole, de gaz et d'uranium ainsi que bien d'autres matières premières, des restrictions de tout ordre seraient inévitables en attendant que les masses d'autres pays se soulèvent et s'emparent du pouvoir... L'accès aux monnaies internationales étant impossible, une monnaie nationale serait créée par l'Etat, peu importe quelle en serait la valeur puisqu'elle n'aurait pas d'autre fonction que de continuer à assurer les échanges à l'intérieur du pays et d'éviter la paralysie de l'économie, la spéculation ou la fuite des capitaux seraient réduites à néant de ce fait.

Les conditions de travail et le mode de vie seraient profondément modifiés pour que chaque citoyen participe à la vie de la collectivité et profite de la vie, au lieu d'être conduit à consommer toujours davantage inutilement et en tirer une satisfaction éphémère ou dérisoire, fort coûteuse et qui hypothèque leur futur. Le capitalisme a créé une multitude de besoins inutiles que la population a adoptés et dont elle pense ne plus pouvoir se passer. En vivant en Inde et en n'étant pas bien riche, je suis parvenu à me passer de la plupart d'entre eux depuis plus de 20 ans sans qu'ils me manquent, j'arrive à vivre confortablement avec environ 250 euros par mois.

La mondialisation coïncide avec le stade du développement des forces productives permettant d'entrevoir la satisfaction des besoins de l'humanité entière une fois débarrassée du capitalisme qui en constitue le seul obstacle, sans pratiquement avoir besoin d'augmenter la production ou même en la diminuant compte tenu du gigantesque gaspillage auquel se livre le capitalisme à l'échelle mondiale, en réduisant la consommation de matière première pour peu que la démographie mondiale cesse de croître ou diminue pour renouer avec le niveau des années 40, soit environ 3 milliards d'habitants.

Le but du socialisme, c'est de réaliser à l'échelle de la planète ce qui est à la portée du capitalisme mondialisé, mais qui est incompatible avec sa nature, sa raison d'être, les rapports sociaux sur lesquels il repose. Au-delà, il ouvre la voie à la fin du règne de la nécessité, qui inconsciemment a façonné la société et le comportement des hommes, l'ensemble des rapports que nous connaissons aujourd'hui qui disparaîtront avec lui.

En attendant, les hommes n'en sont pas seulement dépendants, ils l'entretiennent et s'y accrochent, ils lui vouent même un culte, parce qu'ils ignorent qu'il correspond uniquement à un stade de développement, et le danger qui les menace, c'est qu'ils ne parviennent pas à percevoir qu'ayant atteint les limites de son développement il se transforme qualitativement pour produire le meilleur ou le pire ; Le meilleur si les hommes en prennent conscience et décident d'y mettre un terme, le pire s'ils laissent les capitalistes produire plus pour consommer toujours plus en saccageant au passage la planète et épuisant ses ressources.

Comme on ne peut pas envisager de mettre fin d'un coup au capitalisme à l'échelle mondiale, il faut bien commencer quelque part, quitte à en supporter les désagréments, on n'a pas le choix, encore faut-il en avoir conscience pour l'expliquer aux travailleurs afin qu'ils s'engagent dans cette voie au lieu de s'en servir comme prétexte pour s'accommoder du capitalisme.

La question est de savoir s'ils estiment ou non légitimes leurs aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, qui ne verra jamais le jour tant qu'ils n'auront pas renversé le régime en place.

De nos jours les capitalistes et leurs représentants ont renoué avec la haine que vouaient ouvertement à la classe ouvrière leurs prédécesseurs au XIXe siècle. Pourquoi ? Parce qu'ils estiment à juste titre que le mouvement ouvrier a régressé de plus d'un siècle ou qu'il est impuissant pour les affronter. Mais alors direz-vous, cela justifie la stratégie de nos dirigeants.

Pas vraiment, car la condition ouvrière est sans commune mesure avec celle de la fin du XIXe siècle ou du premier quart du XXe siècle. Or, c'est celle-ci qui détermine le comportement des travailleurs, ainsi que la société et l'ensemble des classes, le capitalisme qui ont subi de profondes transformations depuis cette époque, ce dont nos dirigeants s'acharnent à ne pas tenir compte. Bref, ils ont pris le problème à l'envers et ils ne risquaient pas de le résoudre. C'est ce que j'avais voulu dire dans une autre causerie en affirmant qu'on ne s'adressait pas de la même manière à des ventres vides (ou des poches vides) et des ventres

pleins, cela vaut pour les cerveaux puisqu'on est passé d'une classe en grande partie illettrée à une classe ayant été scolarisée ou plus évoluée.

En Algérie la majorité a les poches vides, au Soudan la majorité à les ventres vides, en France la majorité à les deux qui sont pleins, ici des millions dans la rue menacent les régimes en place, là quelques dizaines ou centaines de milliers qui ne menacent rien du tout.

L'amélioration partielle de leur condition ou les avantages sociaux qu'ils ont obtenus ou qui leur ont été concédés au lieu de servir de tremplin à leur émancipation du capital, sont devenus des obstacles à leur combat politique. Quand on refuse obstinément de l'admettre, on bute forcément sur les mêmes obstacles et on n'avance pas vers notre objectif, et à force on finit par ne plus y croire et par l'abandonner, ce qu'évidemment on refuse d'avouer ou maquille maladroitement.

L'idéologie de la classe dominante a gagné tous les esprits, reste à savoir comment l'en chasser.

"Comme toujours, à force de répétition la propagande devient évidente pour tous au point que l'on se demande si les États-Unis sont encore capables de distinguer ce qu'ils prétendent de la réalité." (Réseau Voltaire)

Cela vaut pour la plupart de ceux qui prétendent parler en notre nom.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable, sauf quand on est sous influence, point de suspension.

Dans son dernier éditorial (Tribune des travailleurs), Daniel Gluckstein (POID) a été jusqu'à s'autocensurer : *"Les réactions des travailleurs et des jeunes au discours de Macron sont unanimes : il se f... de nous !"*, comme si écrire il se fout de nous constituait un gros mot, une épouvantable vulgarité passible d'une sévère condamnation de la part des chiens de garde du régime, ce qui signifie qu'il porte davantage d'importance à leur jugement plutôt qu'à ce que pensent les travailleurs. Le diable se cache dans le détail.

Dans le même registre, commentaire d'un internaute sur Noam Chomsky dans le blog Les Crises.fr.

- *"pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste"* : Même Noam Chomsky peut révéler une part de conditionnement ... et la relayer. Par antithèse, citons Balzac "Derrière toute grande fortune se cache un grand crime.

- *"Une très bonne partie du capital accumulé par les riches ces 40 dernières années est indû"* : Ce n'est pas une très bonne partie et il ne s'agit pas de 40 ans; c'est la quasi-totalité et depuis toujours.

LVOG - La citation de Chomsky : *"Le problème de la démocratie (...) avait été reconnu longtemps auparavant par Aristote dans un texte fondateur de la politologie, Politique. Après avoir passé en revue divers régimes politiques, le philosophe y concluait que la démocratie est le meilleur d'entre eux (ou en tout cas le moins mauvais). Il y décelait cependant une faille : la grande masse des pauvres pourrait utiliser son droit de vote pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste."* Les Crises.fr

Si *"dérober aux riches leur propriété"* est une faille de la démocratie, c'est que cette propriété est incompatible avec la démocratie. Entre *"la grande masse des pauvres"* et *"la démocratie"* d'un côté et la *"propriété"* des riches, Chomsky se place au côté de ces derniers.

Entre nous, cela montre que Chomsky est un imposteur ou un opposant d'opérette dès lors qu'il s'agit de s'attaquer à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production ou au régime capitaliste. Les Crises.fr se réclame de Chomsky, tout est dans l'ordre des choses.

Tous des camés !

- ...en Angleterre, vous pouvez vous faire prescrire un antidouleur appelé diamorphine, l'autre nom sophistiqué de l'héroïne. De même, (...) un médicament anti-obésité, le Desoxyn, n'est rien d'autre que de la méthamphétamine en pilule. Et que l'Adderall, un traitement populaire du TDAH, est chimiquement et

physiologiquement très similaire à la méthamphétamine. Si vous avez subi une opération de la gorge, des dents ou du nez, l'anesthésiste s'est peut-être servi de cocaïne pour engourdir vos sens, car la substance restreint l'afflux sanguin mieux que tout autre anesthésique local... LePoint.fr 27 avril 2019

Et Le Point d'appeler à "*légaliser les drogues psychédéliques*", cela ne s'invente pas.

La France est par ailleurs championne du monde par habitant en matière de consommation de psychotropes et autres antidépresseurs. On est donc en droit d'en déduire qu'il ne suffit pas d'avoir un revenu ou un mode de vie relativement confortable pour s'épanouir. C'est l'argument sur lequel repose en partie la stratégie que j'ai proposée d'adopter, en vain évidemment.

L'anthropophagie sauvera-t-elle le capitalisme ?

- Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'État de Washington - Le HuffPost 24 avril 2019

Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'Etat de Washington. Une loi autorisant ce procédé a été votée par l'organe législatif et il ne manque plus que la signature du gouverneur démocrate Jay Inslee pour que le texte entre en vigueur.

Le "compost humain", aussi appelé humusation, est un procédé qui consiste à couvrir un corps de paille ou de copeaux de bois pour en accélérer la décomposition. Selon Katrina Spade, la fondatrice d'une entreprise de compostage humain aux États-Unis, il ne faut que 3 à 7 semaines pour que le corps se décompose en compost.

Un corps pourrait donc permettre de produire en moyenne un mètre cube de compost et, si le texte entre en vigueur, les membres de la famille du défunt pourrait le conserver pour, par exemple, planter un arbre sur une propriété privée.

Selon les défenseurs de cette méthode, elle présente plusieurs avantages. D'abord, elle émet moins de CO2 dans l'atmosphère que la crémation. Par ailleurs, elle nécessite moins de surface de terre que l'enterrement et ne pollue pas les nappes phréatiques. Le HuffPost 24 avril 2019

Marchands d'espoir.

- **La chute de l'aigle est proche par Bruno Guigue - Mondialisation.ca 23 avril 2019**

Première phrase du premier paragraphe : Aurions-nous atteint ce moment crucial où l'hyperpuissance en déclin se met à douter d'elle-même ?

Nous n'en serons pas plus ou nous ne serons pas plus avancé au dernier paragraphe :

- Certes, les USA bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle. Le dollar est encore la monnaie de référence pour les échanges internationaux et pour les réserves des banques centrales. Mais ce privilège n'est pas éternel.

L'espoir fait vivre mais pas éternellement, la vie est courte !

La théorie du capital de placement financier et les points du système financier mondial où se prépare la crise à venir par François Chesnais - Alencontre le 26 avril 2019

Même constat.

En début d'article.

- On voit que le ratio a atteint aujourd'hui le deuxième niveau le plus élevé de son histoire, plus haut qu'en 1929 ! (Ratio dit de Shiller, un ratio cours / bénéfice calculé en divisant le prix actuel d'une action par son bénéfice moyen (dividendes) ajusté en fonction de l'inflation au cours des dix années précédentes.)

LVOG - L'effondrement du capitalisme serait-il à l'ordre du jour ? Difficile de le dire en fin d'article, pas de bol décidément :

- Les frontières du système financier parallèle (celui du shadow banking) sont encore plus difficiles à tracer qu'en 2008...

- Dans le même temps les banques centrales ont continué leur politique d'injection de liquidité (quantitative easing)...

LVOG - Et voilà comment l'espoir s'envole ! Peu importe, on fera comme si on ne le savait pas en guise de conclusion :

- La question politique qui peut se poser dans un ou plusieurs pays européens selon les circonstances est un nouveau sauvetage des banques par l'Etat et la « socialisation des pertes » aux dépens des salarié-e-s qui l'accompagne en pareil cas. Autant se préparer à en faire un axe de combat.

LVOG - Je sens que cela va motiver des millions de travailleurs, pas vous, non, vous avez raison.

Plus sérieusement, selon Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) :

- L'expression « guerre économique » a été galvaudée durant des décennies pour désigner une compétition exacerbée. Il ne s'agit pas du tout de cela aujourd'hui, mais d'une vraie guerre pour tuer.

- ...les débats sur les avantages respectifs du libre-échange et du protectionnisme n'ont plus de raison d'être, puisque nous ne sommes plus en paix et qu'il n'y a plus de choix.

LVOG - Moins sérieusement en guise de conclusion : - ...ses membres (de l'UE - Ndlr) doivent s'affranchir des Traités européens et du commandement intégré de l'Otan.

LVOG - Là encore l'espoir fait vivre... mais pas indéfiniment ! En effet, il n'y a "*plus de choix*" pour ceux qui s'accrochent désespérément au capitalisme...

LREM repère de maoïstes repentis.

- Européennes : Daniel Cohn-Bendit appelle à voter LREM - L'Express.fr 28.04

Dans une tribune publiée dans le JDD, il assure que la liste conduite par Nathalie Loiseau est la seule qui permet de "s'opposer à la vague nationale-populiste". L'Express.fr 28.04

C'est celui de l'Otan !

Européennes : pourquoi LREM n'a toujours pas présenté de programme - L'Express.fr 2 mai 2019

La liste Renaissance doit dévoiler son programme pour les élections européennes le 9 mai, un choix surprenant à moins d'un mois du scrutin. L'Express.fr 2 mai 2019

Amalgame ordurier de l'extrême droite sioniste.

Élections européennes : "Il faut que les gens se mobilisent" contre les extrêmes, sinon "on va à la catastrophe", alertent les Klarsfeld

Serge, Beate et Arno Klarsfeld ont appelé, jeudi dans "Le Figaro", les électeurs à se mobiliser contre les extrêmes lors des élections européennes.

Le totalitarisme En Marche. Liberté sous surveillance.

- Insécurité à Paris : Mounir Mahjoubi propose 240 drones et 20 000 «boutons bleus» - Le Parisien 28.04

Des drones, des boutons bleus et des caméras de vidéo sécurité. Le Parisien 28.04

La démocratie divisée par 33 = 0 !

- Européennes 2019 : il y aura 33 listes le 26 mai - Le Parisien 4 mai 2019

Les candidats avaient jusqu'à vendredi soir pour déposer leur liste pour les élections européennes.

Dites 33 ! Les tables de présentation de bulletins seront chargées le 26 mai prochain pour le scrutin des européennes puisqu'il y aura au total 33 listes.

L'arrêté fixant ces listes de candidats est paru ce samedi matin au journal officiel. Il s'agit de celles qui ont été « régulièrement enregistrées ». Les candidats avaient jusqu'à vendredi 18 heures pour les déposer. Chaque liste comprend 79 candidats, soit le nombre de sièges attribués à la France dans le nouveau Parlement européen, et respecter la parité entre hommes et femmes. Aucune candidature ne peut être retirée une fois la liste déposée.

L'ordre des listes, pour l'attribution des panneaux d'affichage, a été tiré au sort. Numéro un, la France insoumise et en dernière position, l'Union démocratique pour la liberté, égalité, fraternité (UDLEF). Le Parisien 4 mai 2019

Elle bouge encore.

Soudan: une foule immense déferle à Khartoum pour réclamer un pouvoir civil - AFP

Algérie: dixième vendredi consécutif de manifestations contre le régime - AFP 27 avril 2019

Au Chili, les étudiants en colère descendent dans les rues de Santiago - euronews 26 avril 2019

Tunisie: Manifestation à Sidi Bouzid après la mort de douze ouvrières agricoles - Reuters 29 avril 2019

La lutte des classes, qui n'avait jamais cessé, est de retour dans toutes les discussions, voilà qui devrait redonner un peu d'espoir à ceux qui en manquaient.

J'avais émis l'idée qu'elle reviendrait en force une fois Sarkozy élu, je m'étais trompé parce que j'avais encore sous-estimé le degré de corruption du mouvement ouvrier et du rejet dont il faisait l'objet de la part des masses, ceci expliquant en partie cela. Evidemment cela ne risquait pas de se produire sous Hollande, le président de gauche du mouvement ouvrier, sans rire ! Ce seront finalement les couches les plus défavorisées des campagnes (mais pas seulement) qui la porteront soudainement sur le devant de la scène politique.

Sans direction ni orientation politique, la mobilisation initiée le 17 novembre 2018 était vouée à l'enlisement et à la dislocation, à l'échec, parce que combattre un ennemi organisé disposant de tous les pouvoirs, cela ne s'improvise pas. A ce jour, toutes les tentatives de structurer ce mouvement populaire ont avorté ou ne sont pas parvenues à constituer des pôles de regroupement pour les masses demeurées en retrait. De la même manière la multitude de grèves ou de mouvement sociaux ne sont pas parvenus à se structurer pour frapper ensemble le régime. Le degré de mobilisation est demeuré trop faible pour submerger les appareils pourris des syndicats qui la contrôlent et protègent ainsi le régime. L'ensemble des appareils et des instances des syndicats jusqu'aux délégués syndicaux pour la plupart d'entre eux sont corrompus par le capitalisme, les travailleurs n'ont donc rien à en attendre, ce qu'il était inutile de préciser puisqu'ils se chargent eux-mêmes de leur faire savoir. Ceux parmi nous qui refusent de l'admettre cautionnent les appareils et se coupent ainsi des masses.

Chacun en est resté à ses revendications démocratiques bourgeoises, catégorielles ou alimentaires, sur une orientation purement trade-unioniste ou réformiste, alors que l'ensemble de la situation ou des rapports entre

les classes posait directement la question du pouvoir et de l'Etat, dans quelle société nous voulions vivre. Qu'aucune perspective de progrès social ne soit envisageable depuis 40 ans dans le cadre du régime en place devait conduire à la conclusion qu'il fallait s'en débarrasser ou se soumettre à son carcan. Force est d'observer que les travailleurs et le mouvement ouvrier ont adopté l'idéologie capitaliste, ils ont abandonné la perspective de changer la société, et ils se complairont dans leur condition aussi longtemps qu'ils pourront satisfaire leurs besoins élémentaires ou ils tireront certaines satisfactions ou compensations en échange des sacrifices qu'exige leur mode de vie d'esclave obéissant et servile.

Allons plus loin, et quand bien même ils seraient réduits à la précarité absolue, rien ne permet d'affirmer qu'ils envisageraient d'y mettre un terme ou qu'ils entreverraient l'espoir de vivre dans une société meilleure. Leur imagination étant plus féconde pour s'adapter à de rudes et injustes conditions plutôt que pour s'en délivrer, par la force des choses il faut bien se débrouiller pour survivre, tant qu'aucune perspective politique se fixant pour objectif de changer radicalement la société ne leur paraîtra crédible ou sérieuse.

Cette situation peut durer indéfiniment, aussi longtemps que les couches moyennes et supérieures de la classe ouvrière et les couches inférieures et moyennes des classes moyennes, qui sont mieux loties mais sont vouées à vivre dans la même société nauséabonde, ne prennent pas conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, ne saisissent pas les occasions qui se présentent à elles de renverser l'ordre établi en entraînant derrière elles l'immense masse des travailleurs les plus défavorisés. Or, il s'avère que ce sont ces couches privilégiées qui sont le moins enclines à remettre en cause le régime en place, dès lors la situation semble inextricable ou sans issue. Quant au mouvement ouvrier acquis au capitalisme, il n'organise plus qu'une infime minorité de la classe ouvrière parmi les couches les plus favorisées qui ne se mobilisent que pour défendre leurs statuts sur une base corporatiste, après avoir définitivement abandonné le socialisme ou la perspective d'en finir avec le capitalisme, cela vaut pour ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, et pas davantage leur analyse du capitalisme qui ramène au XIXe siècle.

Une pure mystification pour gagner du temps, un non évènement.

Macron a annoncé qu'il allait garder le cap et ne rien concéder en réponse à ceux qui se sont mobilisés dans tout le pays depuis le 17 novembre 2018, qui ne l'avait pas anticipé ? J'ignore si Macron à tort de douter de rien, j'observe qu'il applique sa politique ultra réactionnaire depuis qu'il a été élu, et qu'il n'existe aucune opposition organisée pour l'affronter, ceci explique cela sans qu'on entrevoie à l'horizon le moindre changement dans ce rapport.

Il s'est écoulé plus ou moins un siècle depuis que les partis ouvriers traditionnels et les syndicats ont adopté le capitalisme au détriment du socialisme, et tout ce qu'on trouve à opposer à Macron et à la classe des capitalistes, c'est l'unité de ces partis et des syndicats inféodés au capitalisme au côté de la classe ouvrière "*pour faire reculer Macron*". Cruelle illusion sans cesse renouvelée dans un contexte qui dure déjà depuis près d'une quarantaine d'années, au cours desquelles Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande ont scrupuleusement appliqué le programme antisocial qui leur avait été dicté par l'oligarchie, démontrant l'inanité ou la fausseté d'une telle orientation politique plus que son impuissance, parce qu'en dernière analyse elle s'est traduite par l'incapacité de construire un nouveau parti ouvrier, le seul objectif politique dont on aurait dû être comptable.

LVOG - Macron vous a entendu contrairement à ce que vous affirmez, mais vous ne voulez toujours pas en tenir compte.

L'extrême gauche embourbée dans ses contradictions inextricables.

NPA - Ce n'était pas une conférence de presse, mais un véritable appel pour descendre à nouveau dans la rue ces prochains jours : à commencer par ce samedi 27 avril, lors d'une manifestation de convergences entre militantEs syndicaux de la CGT, Gilets jaunes, associations et partis politiques. Puis, après la journée de mobilisation du 1er mai, le 9 mai, journée de grève de toute la fonction publique, qui marquera une nouvelle étape dans la mobilisation, pour qu'enfin notre colère et nos revendications soient entendues et que Macron remballe toute sa politique. NPA 25 avril 2019

POI - « C'est unis, tous ensemble, par la grève massive, que nous parviendrons à bloquer, à les faire reculer, à défaire ce gouvernement et sa politique », concluait l'appel adopté le 30 mars dernier par les délégués des comités de résistance et de reconquête. Cette recherche, c'est bien la question du moment.

POID - Aujourd'hui les grèves se multiplient. Dans les entreprises, du public comme du privé, et dans les syndicats à tous les niveaux, le mot revient de plus en plus souvent : grève, grève unie qui imposera le rapport de force pour faire reculer Macron et sauver nos régimes de retraite.

LO - Nathalie Arthaud : "Nos idées font du chemin" - franceinfo 29.04

"Les sondages me donnent 1% ou 1,5% des voix. C'est toujours bien plus que mes temps de passage à la télévision, y compris sur le service public", note-t-elle, en assurant : "Nos idées d'élection en élection cheminent, l'idée que les travailleurs doivent se battre par eux-mêmes, comme l'illustre le mouvement des "gilets jaunes".

"Il n'y aura pas d'Europe sociale s'il n'y a pas de mobilisation puissante. L'argent existe. Un milliard d'euros ont été mobilisés pour Notre-Dame de Paris. Cet argent doit servir aux Ehpad, aux urgences hospitalières, à augmenter les salaires...", lance-t-elle.

42% des Français expriment un intérêt pour les élections européennes. "J'ai envie de dire aux ouvriers, retraités et chômeurs sans illusion que ce scrutin est le moyen de mettre en avant l'augmentation du smic, des retraites et une meilleure répartition du travail", conclut Nathalie Arthaud, porte-parole de LO. franceinfo 29.04

La nouvelle (vieille) gauche institutionnelle déjà en état de survie artificielle.

Le recyclage permanent des opportunistes.

- Après les européennes, Mélenchon proposera une "fédération populaire" - Le HuffPost 24.04

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon veut "assumer sa responsabilité" pour unir la gauche dans une "fédération populaire" si les élections européennes lui "en donnent la force", dit-il dans un entretien à Libération à paraître ce mercredi 24 avril.

Cette "fédération populaire" doit unir "les classes populaires et les classes moyennes plus favorisées qui n'appartiennent pas à l'oligarchie" et ne consiste pas en une "guirlande des sigles de partis", prévient-il, arguant que, contrairement aux années 70 où François Mitterrand avait réussi l'union de la gauche, "le champ politique s'est effondré".

"A l'Assemblée nationale, les députés à la gauche de l'hémicycle votent ensemble les neuf dixièmes du temps. Pourquoi est-ce possible à l'Assemblée et impossible dès qu'on arrive devant un journaliste?", interroge-t-il. Le HuffPost 24.04

La chute annoncée.

- "Ne nous laissez pas tomber" aux européennes, demande Mélenchon à Bordeaux - AFP 29.04

"Ne nous laissez pas tomber": le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a exhorté lundi en meeting à Bordeaux ses électeurs de 2017 à ne pas s'abstenir aux européennes, ce qui reviendrait selon lui à dire "Continuez" à Emmanuel Macron.

"Ne le laissez pas croire que vous êtes d'accord" avec les annonces de M. Macron jeudi, a-t-il ajouté. AFP 29.04

- Cher Jean-Luc Mélenchon, oui, mon appel à l'union de la gauche est sincère, et le tien? par Luc Carvounas - huffingtonpost.fr 03.05

Luc Carvounas, député du Val-de-Marne, fondateur de la Gauche Arc-en-Ciel. huffingtonpost.fr 03.05

Achevons-les !

- Ce sondage pour les européennes 2019 va faire cauchemarder le PS - Le HuffPost 30 avril 2019

C'est le scénario catastrophe que voulaient éviter les dirigeants socialistes en ouvrant leur liste à la société civile. Confier la place de numéro un à l'essayiste Raphaël Glucksmann, fondateur du mouvement Place publique, devait éloigner le PS du danger d'un score inférieur à 5% lors des européennes.

Car sous cette barre le 26 mai prochain, il n'y aurait aucun élu socialiste français dans le prochain hémicycle, ce qui n'est jamais arrivé depuis que le Parlement européen existe.

Une enquête Elabe pour BFMTV place la liste PS-Place Publique en sixième position (ce qui est presque toujours le cas) mais avec seulement 4% des intentions de vote. Que l'étude soit réalisée avec ou sans liste de gilets jaunes, le score famélique est le même et il se fait notamment au profit de la France insoumise qui reste cependant derrière EELV.

Le parti pourrait même se retrouver derrière Benoît Hamon et sa liste Générations qui est crédité lui aussi de 4%. Le danger ultime est de tomber sous les 3%, plancher qui permet le remboursement des frais de campagne. Le HuffPost 30 avril 2019

- La France insoumise: Charlotte Girard va se retirer de la coordination du programme - AFP 29 avril 2019

LVOG - On va faire l'idiot pour ceux qui détiennent la vérité : C'est quand même étonnant le décalage qui existe entre le rejet de Macron et sa politique par l'immense masse des travailleurs et le peu de soutien dont bénéficient la nouvelle gauche institutionnelle et l'extrême gauche, quel mystère, c'est à ne rien y comprendre ! Vraiment ?

Mélenchon a même été jusqu'à prêter à Macron une vertu dont il est permis de douter : "*Il ne s'est pas rendu compte qu'en jouant le pourrissement pendant des semaines, il a contribué à élever le niveau de conscience populaire*". En fait, il lui a juste fourni l'occasion de s'exprimer sans qu'on discerne la moindre progression, dans le cas contraire on ne voit pas où ou comment elle se serait traduite. Que les travailleurs aient été amenés à se poser davantage de questions depuis le 17 novembre 2018 ne signifie nullement qu'ils auraient trouvé les réponses correspondant aux tâches politiques qu'ils ont à accomplir...

Macron a joué dans le même registre que Sarkozy et Hollande, l'inflexibilité, l'imposture ou le déni, renforçant l'idée que le régime serait inébranlable ou tout puissant, ce qui est plutôt démoralisant ou démobilisateur en l'absence de toute issue politique au-delà du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Qui Macron représente-t-il ? Sur quoi repose sa légitimité ? 1,2% de la population.

- Présidentielle 2017 : 800 personnes auraient financé 50% des fonds levés par Macron - Lexpress.fr 03.05

L'étiquette de "candidats des riches" colle à la peau d'Emmanuel Macron, et les chiffres du financement de sa campagne 2017 risquent de ne pas l'aider à s'en défaire. France inter, qui a eu accès aux données de la commission des comptes de campagne (CNCCFP), dévoile ce vendredi que près de la moitié des dons reçus pour la campagne (15 994 076 euros au total) proviennent de 1212 dons de 4500 euros et plus. Autrement dit, 1,2% des dons ont représenté 48% du montant total récolté.

Près de la moitié des dons a aussi été collectée auprès d'habitants de Paris intra-muros (qui ne représentent que 3% de la population française, comme le rappelle France inter), et particulièrement dans trois arrondissements (6e, 7e et 16e), qui ont donné à eux seuls plus que tous les donateurs étrangers (2,4 millions d'euros). Indispensable en début de campagne

Ces chiffres accréditent l'idée que les gros donateurs ont représenté une part essentielle du financement de la campagne d'Emmanuel Macron, surtout au début. En effet, comme l'explique France inter, la campagne

n'aurait "jamais pu commencer" sans quelques généreux donateurs des débuts : en novembre 2016, 8 mois après le lancement d'En marche!, Emmanuel Macron a levé 3,6 millions d'euros, dont 2,2 millions qui viennent de "seulement" 300 personnes. A cette date, environ 10 000 personnes avaient pourtant déjà fait des dons, et le candidat se félicitait d'une "très grande majorité [...] de petits dons autour de 40, 50 euros".

France inter souligne également que la stratégie de levée de fonds de l'équipe d'En marche! a été tournée vers les grands donateurs dès les balbutiements de la campagne. Les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales autorisent un particulier à donner jusqu'à 7500 chaque année à un parti politique, et jusqu'à 4600 euros à un candidat à une élection.

L'équipe de campagne d'Emmanuel Macron aurait ainsi ciblé d'emblée environ un millier de dons à 7500 euros, comme en témoigne ce mail interne de Christian Dargnat, ancien banquier spécialiste de la gestion d'actifs et président de l'association de financement d'En marche! (Afema), daté de septembre 2016 :

"Quand on sait que les dépenses de campagne présidentielle sont limitées à 22 millions d'euros et que nous pourrions contracter un prêt bancaire (à hauteur de 9 millions) remboursé si le candidat dépasse le seuil des 5 % aux élections, il nous reste donc à 'trouver' 13 millions. Si l'on arrondit à 10 millions le budget à trouver, il faut donc obtenir des dons de 1333 personnes à 7 500 euros chacune."

Selon les données de la CNCCFP, certains donateurs auraient ainsi donné 7500 euros à En marche! en 2016 puis en 2017, ainsi que 4600 euros au candidat Macron lui-même en 2017, le tout parfois deux fois (en leur nom, puis au nom de leur conjoint). En prenant en compte ces doublons, France inter estime ainsi que les 1212 dons d'au moins 4500 euros ont été émis par 800 grands donateurs. Lexpress.fr 03.05

La fabrique du consentement est enrayée.

- 71% des sondés qui ont suivi cette allocution de près ou de loin expliquent ne pas avoir été "rassurés". - franceinfo 26.04

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo.

- 6 Français sur 10 n'ont pas été convaincus par Macron - L'Express.fr 25.04

Selon un sondage Harris Interactive/agence Epoka réalisé pour LCI, RTL et LeFigaro.

- ...ces mesures ne répondent pas à la crise et ne marquent pas le virage annoncé par Emmanuel Macron pour les Français : seuls 39% d'entre eux estiment que les mesures proposées constituent une modification importante de la politique menée depuis mai 2017. 65% soutiennent qu'elles ne répondent pas à leurs attentes. Et que le président ne se berce pas d'illusions, 80% des sondés estiment que le mouvement des Gilets jaunes va se poursuivre. RT 26.04

- Les annonces de Macron ne règlent pas la crise des gilets jaunes pour 74% des Français - Le HuffPost 30.04

Selon une enquête YouGov réalisée en exclusivité pour Le HuffPost et CNews...

LVOG - Dans l'immense majorité des pays dans le monde, depuis toujours les travailleurs subissent des conditions de travail et d'existence mille fois pires que celles qui existent en France, ils sont forcés de s'y adapter pour survivre, pire encore, ils considèrent que tel est leur destin, cela dans un contexte où ceux qui sont censés représenter leurs intérêts sont acquis au régime en place, du coup ils se retrouvent atomisés et sans défense, sans moyens pour se mobiliser pour faire valoir leurs droits. Et quand bien même une nouvelle mesure serait la goutte qui ferait déborder le vase, sans direction hormis les traîtres ou les corrompus qui s'expriment en leur nom, leur mobilisation est vouée systématiquement à une impasse ou un échec, au mieux une révolution de palais.

Evidemment la classe dominant sait tout cela et elle l'a intégré dans sa stratégie. Elle sait que les masses exploitées ne disposent d'aucune expression organisée pour la combattre, elle n'a donc aucune raison de

ralentir son offensive ou de reculer à la moindre alerte, somme toute un pétard mouillé. L'absence d'un parti et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire, d'une issue politique, lui laisse quasiment le champ libre.

Toutes les luttes qui témoignent de la résistance des travailleurs à la remise en cause de leurs droits ou conditions demeurent éparpillées ou disloquées, sans liens entre elles, parce que le mouvement ouvrier s'emploie à les diviser, à les empêcher de se fédérer ou de se rassembler contre le capitalisme et ses institutions, bref, c'est un puissant facteur contre-révolutionnaire au service du gouvernement et du régime. Dans ces conditions toute tentative de renforcer le mouvement ouvrier ne peut contribuer qu'à renforcer le pouvoir de nuisance de ses appareils dont l'unique raison d'être est de le conduire à l'impuissance. Si les partis ouvriers traditionnels furent déclarés non réformables après avoir servi la cause de nos ennemis, ce qui justifia la création de nouveaux partis ouvriers, il devrait en être de même des syndicats. Aux Etats-Unis, une fois la social-démocratie et le stalinisme quasiment disparus, les syndicats qu'ils contrôlaient continuèrent de pourrir au point de devenir marginaux ou sans aucune influence sur la politique de tous les gouvernements qui se succédèrent pendant des lustres, les travailleurs se retrouvèrent sans représentation politique et syndicale, laissant le soin à l'oligarchie financière d'orienter la société et de décider de leur destin. L'idéologie adoptée par les syndicats fut la même que partout ailleurs dans le monde, réformiste ou apolitique, donc compatible, soumise au régime en place...

Quand une minorité détient tous les pouvoirs, le droit ne peut pas incarner la démocratie. Mais on va s'efforcer de vous faire croire le contraire.

Le droit est essentiellement l'expression ou la retranscription en termes juridiques des rapports sociaux (ou économiques) existant entre les classes. Le droit est intégré à la Constitution qui en est l'expression achevée en définissant les institutions qui seront chargées de le faire respecter, dont l'appareil judiciaire et policier de l'Etat.

Le droit est établi par et pour la classe qui détient le pouvoir économique afin de préserver son hégémonie de classe.

Si son orientation subit l'influence de la lutte des classes, en aucun cas elle ne peut être inversée ou remettre en cause les fondements des rapports sociaux sur lesquels reposent le droit et l'existence du système économique capitaliste. L'exercice du droit demeure fondamentalement soumis à cette exigence.

Pour changer l'orientation du droit et de la société, il faut parvenir impérativement à inverser les rapports sociaux au profit des classes exploitées sur le plan politique, il faut une révolution ou que les exploités et les opprimés s'emparent du pouvoir politique, détruisent l'Etat de fond en comble, abolissent la Constitution de la Ve République pour instaurer une République sociale.

- Le droit est-il en train d'étouffer la démocratie ? Par Olivia Dufour - Les Crises.fr

Source : La gazette du palais, Olivia Dufour, Bertrand Mathieu, 12-09-2017

Entretien avec Bertrand Mathieu, professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1), vice-président de l'association internationale de droit constitutionnel, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature

Certes inséparable de la démocratie, le droit n'est-il pas en train de se dresser contre elle au risque de la détruire ? C'est la question stimulante que pose le constitutionnaliste Bertrand Mathieu dans son essai *Le droit contre la démocratie ?* Ce livre poursuit la réflexion entamée par l'auteur en 2015 sur l'évolution de nos institutions dans *Justice et politique : la déchirure ?*

Gazette du Palais : Le titre de votre dernier livre, *Le droit contre la démocratie ?*, interpelle. En quoi le droit peut-il être opposé à la démocratie ?

Bertrand Mathieu : L'idée de ce livre est ancienne et part de la volonté de comprendre la désaffection qui frappe la démocratie. Les citoyens oscillent entre révolte et désintérêt parce qu'ils s'aperçoivent que le vote n'embraye plus sur la décision politique. Le droit est la condition de la démocratie et il détermine les modalités de son exercice mais il peut, en cas de dérive, l'encadrer et la contraindre de telle manière qu'elle soit étouffée.

Gaz. Pal. : Pourquoi et comment ce déséquilibre s'opère-t-il ?

B. Mathieu : L'une des causes est le développement du droit supranational. Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur à l'égard de l'Union européenne – je suis au demeurant convaincu de l'intérêt de l'Europe –, mais d'un simple constat. On estime que près de 80 % de la législation nationale est directement ou indirectement contrainte par le droit européen. Or, contrairement à une idée reçue, ce droit n'est pas produit démocratiquement. Une démocratie suppose en effet l'existence d'un peuple, sur un territoire, doté d'un État au sein duquel l'exercice des pouvoirs est organisé sous une forme démocratique. Or, il n'y a pas d'État européen, pas plus que de peuple qui prendrait des décisions. Certes, le Parlement européen est élu mais cela ne suffit pas à faire de l'Union européenne une démocratie. Plus largement, les citoyens ont très bien compris que les décisions, voire les choix de société, sont prises par des oligarchies juridictionnelles (notamment la Cour européenne des droits de l'Homme), économiques ou financières dépourvues de légitimité démocratique. En d'autres termes, la règle de droit à laquelle nous nous soumettons est le produit de puissances non démocratiques. Et le même phénomène peut être observé au niveau national avec le développement des autorités administratives indépendantes qui, elles aussi, édictent des normes en dehors du cadre démocratique.

Gaz. Pal. : Dans votre livre, vous dénoncez surtout l'hypertrophie des droits de l'Homme. Pourtant, plus les droits individuels s'élargissent et gagnent en intensité plus cela incite à considérer qu'une démocratie est saine et évoluée...

B. Mathieu : Mais c'est en réalité le contraire ! Aucune société ne se bâtit durablement sur l'individualisme. Une erreur courante consiste à considérer que démocratie et droits de l'Homme forment un tout indissociable. En réalité, les droits fondamentaux sont simplement les valeurs sur lesquelles les démocraties libérales ont décidé de s'appuyer. Poussés à l'extrême, ils mènent nécessairement à l'éclatement de la notion d'intérêt général. À partir du moment où une société est fondée sur des individus pour lesquels tout désir devient un besoin et tout besoin devient un droit, on n'arrive plus à formuler un intérêt général. Or la formulation de l'intérêt général est l'objet même du jeu démocratique. Les droits fondamentaux tels qu'ils sont interprétés font prévaloir jusqu'à l'absurde la primauté de l'individu sur le collectif. Et ces droits entrent en conflit les uns avec les autres. Plus vous étendez la liberté de la presse, plus vous réduisez le droit au respect de la vie privée et inversement. La notion de progrès est donc largement illusoire puisque les avancées obtenues par les uns pèsent sur les autres. Les rapports sociaux ne s'insèrent plus dans une dimension collective, historique et institutionnelle, mais se réduisent à des relations interindividuelles et les institutions ne sont plus que des prestataires de services et de droits individuels. De fait, la démocratie ne parvient plus à assurer la stabilité et un certain bien-être collectif. Mais comme les individus ont toujours besoin de se retrouver ensemble, ils reforment des communautés à l'intérieur de la communauté nationale qui s'est désagrégée, c'est le communautarisme. Et le paradoxe final, on le voit bien avec l'Islam politique, c'est qu'une communauté peut mettre en cause la conception même des droits de l'Homme. Le système débouche sur une impasse. Il est incapable de gérer le rapport individu, communauté, intérêt collectif. Il perd toute cohérence.

Gaz. Pal. : Vous allez même plus loin en évoquant une véritable idéologie des droits de l'Homme dressée contre la démocratie...

B. Mathieu : Cette conception quasi religieuse des droits de l'Homme aboutit à limiter la liberté d'expression, pourtant indispensable à la démocratie. Les lois mémorielles, la pénalisation de certaines opinions, la pression du politiquement correct constituent une nouvelle forme de censure qui, sous couvert de protéger les droits fondamentaux, ne fait que conforter l'idéologie d'une élite intellectuelle et politique auto-proclamée. Les droits de l'Homme dont l'objectif à l'origine consiste à protéger les individus contre l'État sont devenus un outil d'un totalitarisme d'autant plus dangereux qu'il s'insinue progressivement sous la forme d'une police de la pensée.

Gaz. Pal. : Le juge en tant que gardien de ces droits hypertrophiés devient lui-même un facteur de déstabilisation de la démocratie, estimez-vous...

B. Mathieu : La fonction du juge est d'abord d'appliquer la loi, mais il devient aujourd'hui presque exclusivement le défenseur du citoyen contre l'État. Et ça aussi, c'est un élément d'affaiblissement de la démocratie dans la mesure où la justice est en principe un pouvoir de l'État et non un pouvoir dans l'État. On l'a vu lors des dernières élections présidentielles. L'affaire Fillon a soulevé deux questions essentielles liées

au respect de la séparation des pouvoirs. D'abord la justice est intervenue au sein de l'Assemblée nationale sans obtenir l'autorisation de son bureau. Ensuite, s'il est vrai qu'aucune règle n'impose aux juges une retenue en période électorale, une suspension du temps judiciaire en période électorale relève de la logique même de la séparation des pouvoirs. Cette situation a conduit à une exacerbation du conflit entre les pouvoirs qui n'est pas satisfaisante. La justice est en passe de devenir un contre-pouvoir à l'État. Or, la conception d'un juge bras armé de la société, ou de l'individu, contre l'État est profondément anti-démocratique.

Gaz. Pal. : La démocratie participative pourrait-elle être la solution ?

B. Mathieu : En théorie, c'est une belle idée puisqu'il s'agit d'associer le peuple aux décisions. Mais en pratique, le plus souvent, ça ne marche pas car ce sont les militants, les lobbys, qui s'expriment et non pas le peuple dans son ensemble. On l'a vu à l'occasion d'une question sur la fin de vie. Qui s'est exprimé ? Les pro et les anti-euthanasie. Ce qui nous ramène à un système oligarchique dans lequel s'expriment uniquement ceux qui savent et d'où sont exclus ceux qui ne vont ni sur internet ni aux conférences citoyennes. En revanche, cette participation peut éventuellement fonctionner au niveau local.

Gaz. Pal. : Mais alors, comment remettre la démocratie sur les rails ?

B. Mathieu : Je suis globalement assez pessimiste, mais on peut quand même tenter d'imaginer des solutions. Je crois à la nécessité de l'Union européenne mais il faut clarifier ce qui relève de la compétence de l'Union et ce qui appartient aux États afin que les électeurs sachent clairement lorsqu'ils votent ce que la personne qu'ils élisent aura le pouvoir de faire concrètement. Une autre solution consiste à raviver le référendum, à condition bien sûr que la question soit dépourvue d'ambiguïté et que l'on tienne compte du résultat du vote, ce qu'on a refusé plusieurs fois de faire pour Notre-Dame-des-Landes, la Grèce, ou encore la construction européenne. À l'inverse, je ne crois pas que la pétition constitue réellement un remède en raison de son manque de transparence, ce qui nous ramène au problème de la démocratie participative et donc à l'oligarchie.

Totalitarisme et délation.

- Les libertés fondamentales en danger, dit le président de la CNCDH - Reuters 29 avril 2019

Les libertés fondamentales sont mises en danger en France au nom de la sécurité, estime lundi le nouveau président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), dans un entretien au Monde.

"Nous n'avions pas besoin de nouvelles lois pour mettre en prison des terroristes. Et ça n'est pas plus le cas aujourd'hui", estime Jean-Marie Delarue, nommé ce mois-ci pour trois ans à la tête de la commission. Il cite les législations antiterroristes (la dernière en date l'an dernier), mais aussi la loi "anticasseurs" adoptée en mars sur fond de contestation des "Gilets jaunes".

Créée en 1947, la CNCDH est une autorité administrative indépendante, accréditée auprès des Nations unies, qui s'assure notamment du respect des engagements internationaux de la France en matière de droits de l'homme.

"Par ces lois nouvelles, on installe une distinction entre le Français ordinaire, qui a tous les droits, et le Français suspect, qui a droit à des procédures particulières, à des juges particuliers (...) Cette dernière catégorie ne cesse de s'élargir", poursuit le conseiller d'Etat.

"Désormais, il suffit de se trouver dans les environs d'une manifestation pour devenir un Français suspect faisant l'objet de mesures extraordinaires, comme des fouilles", dit-il visant plus particulièrement la loi "anticasseurs".

"Il est par ailleurs très inquiétant de voir des gouvernements donner toujours raison à leur police", ajoute-t-il, déplorant un manque d'intérêt dans l'opinion. "C'est grave! Comme si toutes ces lois successives avaient fini par tétaniser la protestation, comme si tout cela n'intéressait pas l'opinion". Reuters 29 avril 2019

- Une directrice d'école du Havre sanctionnée pour avoir critiqué la réforme Blanquer : des enseignants envahissent la mairie - franceinfo 30 avril 2019

Une centaine d'enseignants se sont invités lundi au conseil municipal du Havre, rapporte France Bleu Normandie mardi 30 avril. Une de leurs collègues, directrice d'école, a été sanctionnée pour avoir contesté la réforme Blanquer. Ils estiment que l'équipe municipale a une part de responsabilité dans cette sanction.

Cette enseignante a envoyé un mail, il y a plus d'un mois, à des parents d'élèves pour les tenir informés des problèmes liés, selon elle, au projet de loi "pour une école de la confiance", porté par Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation. Mais l'enseignante a envoyé cet e-mail au sein de l'école et via son adresse professionnelle, celle donc de l'Éducation nationale. Un mail transféré à l'inspection, qui a décidé de sanctionner l'enseignante à double titre le vendredi 26 avril, à l'issue d'une commission : un blâme et l'obligation de demander une mutation avant le vendredi 3 mai.

Les manifestants estiment que la sanction est "disproportionnée" et que la mairie est coupable de "délation", ce que conteste l'adjointe à l'Éducation, Florence Thibaudeau-Rainot. Pour elle, les sanctions prises contre la directrice n'ont rien à voir avec la municipalité havraise. "C'est une assemblée municipale, on prend des décisions municipales", plaide-t-elle.

L'Éducation nationale réfute le terme de "mutation forcée". Joint par France Bleu Normandie, le directeur académique de Seine-Maritime Olivier Wambeck assure qu'il n'y a qu'une sanction administrative. Il évoque ainsi un blâme et assure que la directrice a accepté la mutation qui lui était proposée.

Si nous étions dans le cadre d'un déplacement d'office nous serions effectivement dans le cadre d'une sanction. Mais cela eût été soit un blâme soit un déplacement d'office. Il n'y a pas de double sanction. Olivier Wambeck, directeur académique de Seine Maritime à France Bleu Normandie

Mais pour le syndicat SNUipp interrogé par franceinfo, qui considère que la sanction est "disproportionnée", l'Éducation nationale a "maintenu l'obligation pour cette enseignante de quitter son poste". Il y a donc bien eu une double sanction. Pour Thomas Audigier, du SNUipp, ces sanctions sont "disproportionnées" car l'enseignante "n'a mis aucun élève en danger". Elle se trouve dans une "situation personnelle dramatique" avance-t-il. Pour lui, "il s'agit de faire un exemple et de faire taire les enseignants" qui s'opposent à la réforme Blanquer. franceinfo 30 avril 2019

Quand les défenseurs de la liberté d'expression sont des despotes.

- Washington déplore la condamnation des journalistes birmans - Reuters 24 avril 2019

Les États-Unis ont déploré mercredi la confirmation mardi de la condamnation de deux journalistes birmans travaillant pour l'agence Reuters et exprimé leurs doutes sur le respect de la liberté d'expression. Reuters 24 avril 2019

- Armes françaises au Yémen: Trois journalistes convoqués par la DGSI - Reuters 24 avril 2019

Trois journalistes sont convoqués le 14 mai par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre d'une enquête pour "atteintes au secret de la défense nationale", a-t-on appris mercredi auprès d'un de leurs avocats.

Une enquête préliminaire sur des soupçons de "compromission par personne dépositaire et compromission par un tiers" a été ouverte dès le 13 décembre dernier et confiée à la DGSI à la suite d'une plainte du ministère des Armées, précise-t-on par ailleurs de source judiciaire.

Deux de ces journalistes, Mathias Destal et Geoffrey Livolsi, sont des co-fondateurs du média d'investigation Disclose, qui a publié la semaine dernière un rapport émanant de la Direction du renseignement militaire sur l'utilisation d'armes de fabrication françaises dans la guerre du Yémen.

Le troisième est Benoît Collombat, de la cellule investigation de Radio France, qui a publié l'enquête de Disclose avec quatre autres partenaires en France et à l'étranger.

"Nous estimons que ces journalistes ont fait leur travail et qu'on essaye de porter atteinte à leurs sources", a déclaré à Reuters Me Virginie Marquet, avocate de Disclose. "Nous serons très fermes sur la protection des sources de nos journalistes." Reuters 24 avril 2019

Quand le régime impérial américain se fait totalitaire.

- Le chef de la diplomatie vénézuélienne sanctionné par Washington, Moscou proteste - AFP 25.04
- L'embargo américain sur le pétrole vénézuélien entre en vigueur - AFP
- A l'ONU, Berlin, Londres et Paris rudoyés par leur vieil allié américain - AFP 2 mai 2019
- Carnival, première cible devant la justice américaine de Cubains spoliés en 1959 - AFP 2 mai 2019

Leur vieux monde craque de partout.

- GB: Impliqué dans le dossier Huawei, le ministre de la Défense a été limogé - Reuters
- Le Premier ministre portugais menace de démissionner après une fronde - Reuters 04.05
- Démission du ministre chypriote de la Justice, fragilisé par une affaire de tueur en série - Reuters

Une architecture internationale de sanctions imposée au nom de la sécurité des Etats-Unis - RT 24 avril 2019

Plus d'une vingtaine de pays et des dizaines de milliers de personnes et entités sont frappées de sanctions américaines. Administrées par le Trésor, celles-ci sont justifiées par des menaces supposées contre la sécurité des Etats-Unis.

Les sanctions extraterritoriales décidées par les Etats-Unis concernent une vingtaine de pays répartis dans quatre continents, Amérique, Afrique, Europe et Asie. Dans le cas de certains pays ou régions, elles interdisent toute transaction commerciale sans licence spéciale, c'est-à-dire autorisation d'une entité gouvernementale des Etats-Unis.

C'est le cas de la Corée du Nord, de Cuba, de la Crimée, de l'Iran, du Soudan et de la Syrie. En général elles ciblent, à l'intérieur de ces pays, des personnes physiques ou morales avec lesquelles elles interdisent toute transaction et dont elles tentent aussi, dans certains cas, de geler les avoirs. Les noms des personnes et entités concernées sont consignés dans un annuaire de près de 1 300 pages, la liste SDN (Specially Designated Nationals and Blocked Persons List) tenue et mise à jour par le Bureau de contrôle des actifs étrangers (Office of Foreign Assets Control-OFAC), qui dépend du Trésor des Etats-Unis.

Dans la majorité des cas, les sanctions sont décidées au nom de la sécurité des Etats-Unis. Elles peuvent être portées par une loi fédérale ou un simple executive order, équivalent d'un décret présidentiel. Dans ce cas, est systématiquement invoquée, entre autres, la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (International Emergency Economic Powers Act - IEEPA).

Adoptée en 1977, elle autorise le président à réglementer le commerce extérieur après avoir déclaré une situation d'urgence nationale. Selon les explications d'une étude récente du service de recherche du Congrès «l'IEEPA, à l'instar de la loi de 1917 sur le commerce avec l'ennemi (TWEA) dont elle dérive, se trouve au cœur du régime de sanctions américain moderne».

Cuba, doyen des pays sous sanctions

Les plus anciennes sanctions visent Cuba. Elles ont été décidées dès 1958 lors de la révolution contre le régime de Fulgencio Batista soutenu par les Etats-Unis et concernaient d'abord exclusivement les ventes d'armes. Elles se sont progressivement étendues jusqu'à constituer un embargo commercial total contre Cuba. Néanmoins le principe des autorisations spéciales fait que les Etats-Unis demeurent le sixième

fournisseur de Cuba. Ces sanctions ont été condamnées par de nombreuses résolutions non contraignantes de l'Assemblée générale des Nations unies qui les ont, dans certains cas, qualifiées de violation de la Charte des Nations unies.

La vague ininterrompue de sanctions contre l'Iran remonte à 1979, date du plus ancien décret présidentiel signé contre la république islamique. Signé par Jimmy Carter, il ordonnait le blocage ou la saisie «de tous les biens et intérêts du gouvernement iranien, de ses institutions et entités contrôlées et de la Banque centrale d'Iran qui sont ou deviennent assujettis à la juridiction des Etats-Unis».

En 1996, le Congrès a adopté une loi qui concernait également la Libye : l'Iran and Libya Sanctions Act (ILSA). A la demande des plus grandes entreprises des Etats-Unis qui voulaient reprendre pied en Libye, en particulier dans les secteurs de l'exploration et de l'exploitation pétrolières, la Libye a été retirée de cette loi devenue en 2006 simplement Iran Sanctions Act (ISA).

L'ISA, qui a une durée limitée, est régulièrement renouvelée par le Congrès des Etats-Unis. Sa dernière mouture de 2016 a été prolongée pour dix ans. Les sanctions contre l'Iran sont multiples, elles ont fait l'objet de plus de vingt décrets présidentiels et sont complétées par des dispositions figurant dans la Loi pour contrer les adversaires de l'Amérique par des sanctions (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act –CAATSA) adoptée en 2017 et visant également la Corée du Nord et la Russie. Contre l'Iran, le Congrès a également adopté l'Iran Freedom and Support Act (loi pour soutenir la liberté en Iran) qui autorise les Etats-Unis à financer des «groupes d'opposition» dans le but de «soutenir une transition démocratique en Iran» selon l'intitulé exact du texte législatif.

72 actes législatifs de sanctions contre la Russie depuis 2012

Contre la Russie 72 textes ou amendements ont été signés depuis 2012 portant diverses formes de sanctions contre des entités ou personnes russes ou liées à la Russie et sous une large variété de prétextes. Les plus anciennes relèvent de la loi dite Magnitsky adoptée fin 2012 après la mort en prison à Moscou en 2009 de l'avocat fiscaliste russe Sergueï Magnitsky, qui travaillait pour l'homme d'affaires américain Bill Browder.

Les plus récentes constituent de simples ajouts, en mars, de personnes et entités sur la liste SDN (voir plus haut) et sont liées à l'incident entre les flottes russes et ukrainienne en octobre 2018 au large de la péninsule de Crimée dans des eaux territoriales contestées. En 2018, les Etats-Unis avaient aussi ajouté sur leur liste de personnes et entités sanctionnées plusieurs entreprises russes et iraniennes pour leur soutien au gouvernement syrien.

Peu avant l'entreprise russe Volasys Silver Star, filiale d'une entreprise chinoise de génie logiciel, avait été sanctionnée pour violation des restrictions commerciales imposées à la Corée du Nord. La Russie, à travers des individus ou entreprises, a également fait l'objet à plusieurs reprises de sanctions au titre d'une «interférence» dans les élections des Etats-Unis et d'activités de cybercriminalité.

Les conclusions récentes du rapport Mueller reconnaissant l'absence de preuve d'une collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 n'ont pour le moment pas donné lieu à la levée de sanctions contre la Russie basées sur ces allégations.

Des justifications d'un cynisme parfois extrême

A chaque fois, les sanctions font l'objet d'un communiqué de presse officiel publié le plus souvent par le Département du Trésor des Etats-Unis. Leur contenu atteint parfois des sommets de cynisme comme dans celui du 5 novembre 2018 intitulé «Le gouvernement des Etats-Unis réintroduit pleinement les sanctions contre le régime iranien dans le cadre d'une campagne de pression économique sans précédent aux Etats-Unis».

Justifiant un ensemble de sanctions économiques qui ne peuvent avoir d'autres résultats que d'affecter de façon très négative l'économie iranienne avec des effets graves sur la vie quotidienne de sa population, le Trésor ne craint pas d'écrire : «Alors que le peuple iranien souffre d'une mauvaise gestion budgétaire et d'un

rial en chute libre, le régime iranien abuse du système bancaire du pays pour enrichir son élite et financer des institutions étatiques répressives.»

L'Otan force de «paix et de stabilité»

En juin 2001, Georges W. Bush publie un décret présidentiel de «Blocage des biens des personnes qui menacent les efforts internationaux de stabilisation dans les Balkans occidentaux». Dans le texte du décret on apprend que du point de vue de Washington, l'OTAN fait partie des «organisations internationales tentant d'apporter paix et stabilité à la région». Donald Trump a renouvelé par décret en juin 2017 ces sanctions justifiées, selon le président des Etats-Unis, par «des actes de violence extrémiste et des activités d'obstruction, [qui] continuent de représenter une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». Parmi les personnes visées, on trouve Milorad Dodik alors président de la République serbe de Bosnie.

En 2006, des sanctions sont décidées contre un certain nombre de responsables politiques de Biélorussie, au motif que les élections qui ont eu lieu en mars dans ce pays n'ont pas été jugées démocratiques par les Etats-Unis.

Le Venezuela fait, lui, l'objet d'une multitude de sanctions depuis une quinzaine d'années que les Etats-Unis justifient par une large panoplie de motifs qui vont du «manque de coopération dans la lutte contre le terrorisme» à des actions «antidémocratiques» et «liées à la corruption». Ces sanctions visent plus d'une centaine de personnalités vénézuéliennes ainsi que l'ensemble de la société pétrolière publique PDVSA et de nombreuses autres entreprises publiques.

Les plus récentes accompagnent et suivent de près la tentative de coup d'Etat organisée par les Etats-Unis avec l'aide du président auto-proclamé Juan Guaido. Par exemple, l'arrestation de son chef de cabinet Roberto Marrero accusé de «terrorisme» par les services de sécurité vénézuéliens le 21 mars, a immédiatement déclenché une nouvelle salve de sanctions contre Bandes, la Banque de développement économique et social du Venezuela ainsi que plusieurs de ses filiales. L'action des Etats-Unis contre le Venezuela est d'ailleurs enrichie de sanctions contre divers pays comme la Russie ou Cuba auxquels il est reproché d'avoir apporté une aide économique sous une forme ou une autre au Venezuela ou, selon la terminologie étasunienne officielle, au «régime illégitime de Maduro».

Des «contras» aux sanctions

En Amérique latine, Cuba et le Venezuela n'ont pas le privilège des sanctions américaines, celles-ci s'abattent aussi sur le Nicaragua, troisième membre de ce que les néo-conservateurs américains comme le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, désignent sous le nom de «Troïka de la tyrannie» ou encore «Triangle de la terreur s'étirant de la Havane à Caracas et Managua».

Les Etats-Unis qui ont longtemps financé les tristement célèbres «contras», groupes terroristes d'extrême droite, pour y renverser le gouvernement sandiniste, accusent aujourd'hui le gouvernement de «soutien au terrorisme». Et, comme dans le cas de Cuba et du Venezuela, les Etats-Unis ne cachent pas que les sanctions décrétées contre ce pays, ses institutions et entreprises publiques ont pour but ultime de renverser le gouvernement, ce qui a été à plusieurs reprises dénoncé comme une violation de la charte des Nations unies.

En Asie, la Birmanie a rejoint récemment le club des pays frappés de sanctions américaines qui comprend déjà la Corée du Nord et l'Iran. Ces sanctions qui concernent des hauts responsables militaires et même deux régiments entiers ont été motivées par des «campagnes violentes contre les minorités ethniques à travers la Birmanie», en référence aux actions du gouvernement contre la rébellion des Rohingyas et d'autres ethnies parmi lesquelles les Kachins, minorité chrétienne.

En Afrique, une dizaine de pays sont également concernés par les sanctions américaines. Parmi eux, on trouve la République démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Yémen, les deux Soudans, la Somalie, le Zimbabwe et même le petit Burundi. Deux ministres, un général et une quatrième personne ont été frappés de sanctions ciblées à la suite de la répression, en avril 2015, de manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, lors desquelles deux personnes ont trouvé la mort.

Dans un décret signé le 22 novembre 2015 Barack Obama expliquait que «la situation au Burundi, marquée par des meurtres et violences contre les civils..., constitu[ait] une menace inhabituelle contre la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». RT 24 avril 2019

Ils osent tout.

- Impôts : "Le travail doit continuer à payer", lance Bruno Le Maire - Franceinfo 30.04
- France: L'Académie de médecine veut des mesures fortes contre l'alcool - Reuters 30.04
- Serbie: pas de solution sans les Etats-Unis selon le président kosovar - AFP 30.04
- Venezuela: Guaido revendique le soutien de soldats, le pouvoir dénonce une "tentative de coup d'Etat" - AFP
- 130 pays au chevet de la nature si vitale pour l'humanité - AFP Scientifiques et diplomates de 130 pays se réunissent à partir de lundi à Paris pour adopter la première évaluation mondiale des écosystèmes depuis près de 15 ans, un sombre inventaire de la nature vitale pour l'humanité. AFP
- Albright et le goût perdu de la liberté - L'Express.fr

L'ex-secrétaire d'Etat américaine Madeleine Korbel Albright met en garde contre le populisme et l'illibéralisme. L'Express.fr

- Joe Biden lance sa campagne dans un vieux bastion ouvrier de Pennsylvanie - AFP

L'ancien vice-président américain Joe Biden, l'un des favoris démocrates dans la course à la Maison Blanche, se rend lundi à la rencontre de travailleurs et de syndicalistes, premier acte de terrain de la longue campagne pour l'investiture de son parti. AFP

- En Floride, les professeurs pourront bientôt venir armés en classe - LeFigaro.fr
- L'Opep veut dépolitiser le pétrole, dit son secrétaire général - Reuters
- Chine: HRW dénonce la surveillance quotidienne au Xinjiang grâce à une application - AFP

Les autorités chinoises utilisent une application de téléphonie mobile pour surveiller les musulmans du Xinjiang et taxent de suspectes des conduites quotidiennes "totalement légales", assure un rapport de l'ONG Human Rights Watch rendu public jeudi. AFP

- Ghana : le fléau de la prostitution des enfants et des adolescentes - Franceinfo

Des dizaines de milliers de mineures se prostituent au Ghana. Parmi elles, des enfants de moins de 10 ans. Sans que les autorités n'interviennent alors que la loi ghanéenne réprime ce genre de crime. Franceinfo

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Egypte: La réforme constitutionnelle adoptée à près de 90% des voix - Reuters 24 avril 2019

Les électeurs égyptiens ont approuvé à 88,8% des voix les amendements constitutionnels adoptés par le Parlement qui pourraient permettre au président Abdel Fattah al Sissi de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2030, a annoncé mardi soir la commission électorale.

La participation électorale à ce référendum organisé sur trois jours, de samedi à lundi, ressort à 44,33% des quelque 61 millions d'électeurs inscrits.

La réforme constitutionnelle, approuvée la semaine dernière par 531 voix contre 22 au Parlement, fait passer la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans et exclut de la règle de limitation des mandats ceux que Sissi a déjà accomplis, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2030.

Un amendement confère par ailleurs au président de nouvelles prérogatives en matière de nomination des juges et des procureurs; d'autres prévoient que l'armée a le devoir de protéger "la Constitution, la démocratie, la cohésion fondamentale du pays et sa nature civile" et élargissent les compétences des tribunaux militaires.

Les soutiens de Sissi considèrent que les changements proposés sont indispensables pour que le président puisse parvenir à boucler des projets de développement majeurs ainsi que les réformes économiques. Ses détracteurs y voient une bascule vers un régime autoritaire. Reuters 24 avril 2019

Soudan

Soudan : la contestation rejette l'aide financière de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis - franceinfo 23.04

"Nous ne voulons pas de l'aide de l'Arabie saoudite, même si l'on ne doit manger que des fèves ou des fallafels." C'est en chanson que les manifestants soudanais ont clamé leur refus du soutien financier annoncé le 21 avril 2019 par Ryad et Abou Dhabi.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont fait don dimanche d'une aide de 3 milliards de dollars au Soudan.

Ce soir à Khartoum, les manifestants scandent "nous ne voulons pas du soutien saoudien..."

Le jour même, le chef du Conseil militaire de transition révélait que les services de sécurité soudanais avaient saisi plus de 113 millions de dollars en liquide dans la résidence d'Omar el-Béchir à Khartoum, alors que les responsables de la contestation annonçaient de leur côté "la suspension des discussions avec le Conseil militaire" de transition.

Au Soudan, les manifestants ont rompu les discussions avec l'armée. Que s'est-il passé ?

Explication avec Dora Gombo, journaliste membre de l'Association des professionnels soudanais, à la tête du mouvement de contestation au de Nadia Bletry

"Nous considérons le Conseil militaire comme un prolongement du régime", a déclaré Mohamed al-Amine, un porte-parole du mouvement, appelant à "poursuivre et intensifier les manifestations jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites", a-t-il dit.

Face aux protestataires qui continuent de camper jour et nuit devant le quartier général de l'armée, malgré l'exigence d'une levée des barrages par cette dernière, les deux ténors du Golfe s'inquiètent des conséquences de l'instabilité soudanaise sur leurs intérêts.

"Conscient de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère (...) et en soutien à la République du Soudan, les deux pays (Arabie saoudite et Emirats arabes unis) ont décidé de leur apporter conjointement cette aide", a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Après plusieurs semaines de silence sur la crise politique au Soudan, le royaume saoudien et son allié émirati avaient brièvement réagi le 14 avril à la chute du président Béchir, appelant à la "stabilité" et à une "transition pacifique".

Ryad et Abou Dhabi se sont finalement résignés à la chute d'el-Béchir, mais craignent une descente aux enfers du pays, qui déstabiliserait la Corne de l'Afrique et nuirait à leurs intérêts dans la région, selon des analystes cités par l'AFP. L'Arabie saoudite et les Emirats sont très méfiants à l'égard des bouleversements incontrôlés comme ceux qui ont plongé en 2011 la Libye dans le chaos ou abouti à la montée des Frères musulmans, leur "bête noire", en Egypte.

Ils n'ont pas hésité à s'engager militairement au Yémen voisin lorsque la transition a dérapé et permis aux rebelles houthis, jugés proches de l'Iran, de s'emparer de larges portions du pays, dont la capitale Sanaa. Dans la guerre au Yémen en particulier, ils ont obtenu sur le terrain le soutien de l'armée soudanaise, décidé par le président déchu, dans le cadre de la coalition militaire sous commandement saoudien qui intervient dans ce pays depuis 2015.

Le Conseil militaire de transition soudanais avait confirmé dans la nuit du 15 au 16 avril que les troupes soudanaises resteraient engagées au Yémen "jusqu'à ce que la coalition atteigne son but". Mais tout cela reste tributaire de l'évolution de la situation intérieure soudanaise. Certes, le général Abdel Fattah al-Burhane, le chef du Conseil de transition, a affirmé à la télévision son "engagement à remettre le pouvoir au peuple", mais il a fait également monter la tension en prévenant : "Cela ne peut plus continuer, parce que la sécurité est de la responsabilité de l'Etat", a-t-il dit.

De son côté, le parti al-Oumma, première formation de l'opposition, a accusé le 22 avril "certains membres du Conseil militaire" de vouloir "recycler le régime renversé". Dans un communiqué, il réclame que le pouvoir soit confié à l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires. L'ALC, qui avait prévu d'annoncer la veille la formation d'une instance civile censée remplacer le collège d'officiers supérieurs à la tête du pays, a finalement fait savoir qu'elle le ferait "dans quelques jours". franceinfo 23.04

Soudan: "accord" entre militaires et civils, aux contours encore vagues - AFP 25 avril 2019

Le Conseil militaire au pouvoir au Soudan a annoncé sans le préciser "un accord sur la plupart des exigences" présentées par les leaders de la contestation lors d'une réunion mercredi, qui s'est achevée avec la démission de trois membres de ce Conseil.

"Nous avons un accord avec la plupart des exigences présentées dans un document de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC)", a indiqué à la presse le général Shamseddine Kabbashi, porte-parole du Conseil militaire de transition, à l'issue d'une réunion entre les militaires et l'opposition, qui réclame un transfert du pouvoir à une autorité civile.

Un des leaders de la contestation présents à la réunion, Ahmed al-Rabia, a ajouté que les deux parties avaient également convenu de former un conseil conjoint, sans développer.

Quelques minutes après, dans un communiqué, le Conseil militaire a annoncé la démission de trois de ses membres, les lieutenants-généraux Omar Zain al-Abdin, Jalaluddin Al-Sheikh et Al-Tayieb Babikir.

Interrogé avant la réunion lors d'une conférence de presse sur les actions prévues en cas de refus du Conseil militaire d'accéder aux revendications des manifestants, l'un des leaders de la contestation, Siddiq Farouk, a menacé d'une "escalade". "Nous nous préparons à une grève générale" à travers le pays, a-t-il affirmé.

Ahmed al-Rabia, figure de l'Association des professionnels soudanais (SPA), fer de lance de la contestation, a lui appelé à une "marche d'un million de personnes pour jeudi".

Ayman Ali Mohamed, un manifestant, a indiqué mercredi qu'il prendrait part à cette marche. "Nous avons peur que le Conseil militaire nous vole la révolution, donc nous devons participer (aux manifestations) jusqu'à ce que le transfert à un pouvoir civil soit achevé", a-t-il dit.

Un million de Soudanais réunis à Khartoum pour maintenir la pression sur les militaires - Le Figaro 02.05

«Une marche d'un million» de Soudanais s'est tenue ce jeudi devant le QG de l'armée à Khartoum afin de maintenir la pression sur les militaires. La foule réclame un transfert du pouvoir aux civils depuis qu'elle a poussé vers la sortie Omar-el-Béehir en avril dernier. Depuis, le pays est gouverné par un Conseil militaire de transition que les Soudanais ne veulent pas voir s'installer à la tête de l'État.

Les ponts et les rues menant au complexe militaire, situé dans le centre de Khartoum, sont noirs de monde, selon des correspondants de l'AFP sur place. Dans une ambiance festive, des chants révolutionnaires résonnent à travers des enceintes sur le lieu du sit-in, où campent depuis le 6 avril des milliers de Soudanais. «Que tu chutes ou non, nous resterons», scandent les contestataires, en référence au Conseil militaire de transition. Les deux camps se sont jusqu'à présent mis d'accord pour établir un Conseil conjoint militaro-civil, appelé aussi Conseil souverain, pour remplacer le Conseil militaire mais les négociations achoppent sur le nombre de membres et sa composition, chaque partie insistant pour être majoritaire dans cet organe.

«Si le Conseil militaire a la majorité dans le conseil souverain, les droits des civils ne seront pas garantis (...) Mais si le sit-in se poursuit encore longtemps, des divisions apparaîtront qui serviront les objectifs des militaires», note Hassan Rabeh, un manifestant de Gadaref. L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations du mouvement de protestation, a présenté jeudi au Conseil militaire un document proposant d'établir une administration civile, avec des organes exécutif, législatif et judiciaire. Satea al-Haj, un des chefs du mouvement, a déclaré à des journalistes que l'ALC voulait une réponse du Conseil à cette demande d'ici «72 heures».

Dans un communiqué, le Conseil militaire a indiqué qu'il examinerait le document. «Nous poursuivrons notre dialogue avec l'Alliance», a-t-il souligné. Mardi, le général Salah Abdelkhalek, membre du Conseil militaire, a annoncé que le chef de cette instance, Abdel Fattah al-Burhane, serait «le chef du (futur) Conseil souverain». Fer de lance de la contestation, l'ALC a alors accusé les militaires de «ne pas envisager sérieusement de céder le pouvoir au peuple» et appelé «à une marche d'un million» de manifestants jeudi pour réclamer un pouvoir civil. La situation s'est d'autant plus tendue que les militaires ont annoncé mardi la mort de six membres des forces de sécurité, tués dans des heurts avec les manifestants à travers le pays. Le Conseil militaire a prévenu qu'il ne laisserait pas le chaos s'installer, exhortant les manifestants à retirer les barricades installées et à rouvrir les routes et ponts bloqués aux alentours du QG de l'armée.

Dans un entretien mercredi à l'AFP, Sadek al-Mahdi, le leader de l'opposition, a mis en garde les meneurs de la contestation contre toute tentative de provoquer les militaires. «Si nous provoquons (...) les forces armées qui ont contribué au changement, cela revient à chercher les ennuis», a-t-il ajouté. Cet ancien premier ministre, évincé du pouvoir en 1989 par le coup d'État mené par Omar el-Béehir avec le soutien des islamistes, a assuré que le Conseil militaire n'allait pas tarder à transférer le pouvoir aux civils.

De son côté, le général Chamseddine Kabbachi, porte-parole du Conseil militaire, a fait état de «pillages, de violences sur des citoyens, de routes bloquées, d'attaques contre les forces de sécurité». «Les forces armées doivent rester au sein du Conseil souverain» en raison des tensions que traverse le pays, a affirmé mardi Chamseddine Kabbachi. Le Conseil militaire de transition a jusque-là résisté aux appels à céder le pouvoir et les manifestants, qui ont reçu le soutien de Washington, l'ont accusé de ne pas être si différent de l'ancien régime.

Brésil

Les Indiens manifestent à Brasilia contre l'avis de Bolsonaro - huffingtonpost.fr 24.04

Quelque 2000 représentants de tribus indigènes du Brésil ont commencé à s'installer mercredi 24 avril en plein cœur de Brasilia pour leur mobilisation annuelle, bien décidés à faire valoir haut et fort leurs droits face à un gouvernement Bolsonaro ouvertement hostile.

Jusqu'à vendredi, ils doivent camper devant les centres emblématiques du pouvoir de la capitale brésilienne, participant à ce «Camp de la terre libre» («Acampamento Terra Livre») qui rassemble chaque année plusieurs centaines d'indigènes depuis 2004.

Les forces de l'ordre étaient particulièrement nombreuses mercredi dans le centre de Brasilia, où des cordons de sécurité ont été mis en place dans la crainte de troubles, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des indigènes en tenue traditionnelle, corps tatoués et masques de plumes multicolores, chantaient. Sur des bannières on pouvait lire: "Nos terres sont sacrées. Pas d'extractions minières sur nos territoires", ou "Nous exigeons les démarcations de nos terres".

"Nous sommes venus ici pour une cause importante", a expliqué Camila Silveiro, étudiante indigène de 22 ans. "Cela a été très difficile pour nous de conquérir nos droits et ils diminuent peu à peu. Nous sommes ici pour demander davantage de respect".

Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique Sergio Moro a ordonné la mobilisation de la Force nationale sur l'Esplanade des ministères et de la Place des Trois pouvoirs où sont situés le gouvernement, le Congrès et la Cour suprême. Il a pris cette mesure après une demande du général Augusto Heleno, chef du cabinet de la Sécurité institutionnelle, soucieux "d'empêcher les actes de violence de la part des manifestants".

"Notre camp se tient depuis plus de 15 ans de manière pacifique, dans le but de donner de la visibilité à nos luttes quotidiennes", s'est offusquée la Coordination des peuples indigènes du Brésil (APIB) dans un communiqué.

"Si le général Augusto Heleno prétend empêcher les actes de violence, qu'il s'occupe des grands propriétaires terriens qui envahissent nos territoires et tuent nos familles", a ajouté l'APIB. "Pas les bienvenus"

"2019 a commencé dans un contexte très lourd", selon l'appel au rassemblement de l'APIB, qui attend au total quelque 5.000 représentants indigènes de tout le pays. "Comme toujours, nous continuerons de résister", a affirmé à l'AFP la coordinatrice de l'APIB, Sonia Guajajara.

Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui a pris ses fonctions le 1er janvier 2019, a envoyé au début du mois un message aux indigènes leur signifiant qu'ils n'étaient pas les bienvenus à Brasilia.

"Nous souhaitons le meilleur aux indigènes du Brésil, qui sont autant des êtres humains que n'importe qui d'autre ici (...), mais cette fiesta va devoir cesser sous notre gouvernement", a lancé l'ex-capitaine, critiquant de supposées utilisations de fonds publics. "Dix mille indigènes sont attendus ici à Brasilia", a-t-il dit sur Facebook, "et qui va payer la facture pour ces 10.000 indiens qui vont venir? Vous !".

Une allégation réfutée par l'APIB, qui a assuré que le rassemblement était financé sur ses propres ressources.

La liste des doléances des populations autochtones ne cesse de s'allonger depuis l'élection de Jair Bolsonaro. Dès son entrée en fonction, il a retiré à la Funai, organisme public chargé des questions indigènes, ses attributions en matière de démarcation des terres et d'octroi de licences environnementales, au profit d'un ministère de l'Agriculture totalement acquis à la cause de l'agro-négoce.

Selon de nombreuses ONG et associations, les invasions de terres indigènes se sont multipliées sous le gouvernement Bolsonaro.

Quelque 800.000 indigènes et 305 ethnies vivent au Brésil, pays-continent de 209 millions d'habitants.

La Constitution leur accorde le droit d'usage exclusif de leurs terres mais leur délimitation est de plus en plus menacée par l'expansion de l'agriculture, les extractions minières et la déforestation illégale.

"Pourquoi laisser les indigènes isolés dans leurs réserves, comme des animaux dans un zoo?", avait lancé Jair Bolsonaro, peu après son élection. "Comme nous, ils veulent évoluer, avoir des médecins, des dentistes, l'accès à internet et prendre l'avion". huffingtonpost.fr 24.04

Arabie saoudite

Exécutions en Arabie saoudite : 36 décapitations, un crucifiement et un cadavre exposé en public - RT 24 avril 2019

Le 23 avril, Riyad a procédé à l'exécution groupée la plus importante de ces trois dernières années en tuant 37 citoyens, en majorité chiites, accusés de terrorisme.

Le chiisme est une branche de l'islam minoritaire en Arabie saoudite, et majoritaire en Iran, pays ennemi du royaume wahhabite. Comme le rapporte l'agence de presse AP, un des corps, celui d'un individu présenté comme un extrémiste sunnite, a été exposé sur la place publique en guise d'avertissement.

Selon un communiqué de l'ONG Amnesty international, 11 des hommes exécutés auraient été jugés coupables d'espionnage pour le compte de l'Iran et au moins 14 autres auraient été condamnés à cause de leur participation à des manifestations antigouvernementales dans les zones du pays peuplées majoritairement de chiites entre 2011 et 2012. L'écrivain saoudien et défenseur des droits de l'homme Fuad Ibrahim affirme pour sa part que 32 des 37 condamnés étaient des militants chiites de l'opposition.

L'un des prisonniers exécutés était Abdulkareem al-Hawaj, un jeune chiite qui n'avait que 16 ans lorsqu'il a été arrêté et condamné pour participation à des émeutes anti-gouvernementales.

Dans sa déclaration, le ministère saoudien de l'Intérieur a déclaré que les personnes exécutées avaient adopté «des idéologies extrémistes» et constitué des cellules terroristes dans le but de «semer le chaos» et de «provoquer des conflits sectaires». Conformément à la loi en vigueur dans ce pays allié clé des Etats-Unis, les citoyens reconnus coupables ont été décapités, ou crucifié selon les cas, sur décision du tribunal pénal de Riyad, spécialisé dans les procès pour terrorisme. L'exécution a également été ratifiée par un décret du roi Salmane. En comptant les exécutions du 23 avril, plus d'une centaine de personnes ont été mises à mort dans le pays depuis début 2019, d'après un décompte établi sur base de communiqués officiels. RT 24 avril 2019

Espagne

Espagne: Sanchez remporte les élections marquées par l'émergence de l'extrême droite - AFP 28.04

Le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez a remporté dimanche les élections législatives mais devra, faute de majorité absolue, chercher des alliés pour gouverner un pays divisé où l'extrême droite va entrer au parlement, plus de 40 ans après la fin de la dictature de Francisco Franco.

Le scrutin pourrait déboucher sur une poursuite de l'instabilité qui marque la politique espagnole depuis la fin du bipartisme conservateurs-socialistes en 2015, avec un Parlement fragmenté et des divisions exacerbées par la tentative de sécession de la Catalogne en 2017.

"Le futur a gagné et le passé a perdu", a lancé Pedro Sanchez en proclamant sa victoire devant les militants au siège de son parti à Madrid.

Après le dépouillement de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste a recueilli près de 29% des voix et 123 députés, nettement plus que les 85 remportés aux législatives de 2016, mais loin de la majorité absolue de 176 sur 350 à la chambre.

Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en juin dernier en renversant le conservateur Mariano Rajoy dans une motion de censure, sera donc obligé de bâtir une coalition difficile pour continuer à gouverner.

En face, les partis de droite seront bien en mal de l'en empêcher, malgré l'irruption du parti d'extrême droite Vox, qui remporte d'un coup 24 députés.

Les conservateurs du Parti populaire (PP) ont en effet perdu la moitié de leurs sièges, et retombent à 66 députés, contre 137 en 2016. Les libéraux de Ciudadanos ont réussi une belle percée, passant de 32 à 57 députés.

Mais même en s'alliant à Vox (10% des voix et 24 élus - ndlr), le PP et Ciudadanos ne pourraient pas rééditer au niveau national le succès qu'ils ont obtenu en décembre aux élections régionales d'Andalousie, où ils ont chassé les socialistes de leur fief.

Après une campagne tendue, le taux de participation a été de 75,78 %, neuf points de plus qu'en 2016, selon le ministère de l'Intérieur.

Pedro Sanchez pourra compter sur l'appui de Podemos, qui remporte 42 sièges, contre 67 en 2016, mais devrait avoir besoin de celui de partis régionalistes et donc, a priori, des indépendantistes catalans.

Mais le socialiste préférerait éviter d'avoir de nouveau besoin de ces derniers, qui l'ont contraint à convoquer ces élections anticipées en refusant de voter son budget.

Reste l'hypothèse d'une alliance avec Ciudadanos dont le chef Albert Rivera avait pourtant juré de "chasser Sanchez du pouvoir". Ensemble, le PSOE et Ciudadanos franchissent le seuil magique de la majorité absolue.

Mais les militants, qui saluaient sa victoire, l'ont mis en garde contre cette tentation en scandant "pas avec Rivera".

Dans son éditorial de lundi, le quotidien libéral madrilène El Mundo appelle M. Sanchez à "tendre la main à Rivera et envisager la formation d'un gouvernement modéré -qui serait sans aucun doute bien vu en Europe- pour garantir la stabilité" du pays.

Le quotidien de gauche El Pais souligne pour sa part la "grave responsabilité" de Ciudadanos, dont le "refus de principe" de gouverner avec les socialistes "transformera son cri d'alarme pour l'unité de l'Espagne en prophétie autoréalisatrice". AFP 28.04

LVOG - Austérité, avec 75,78 % de participation, les Espagnols en redemandent !

Bénin

- Bénin: abstention massive aux législatives en signe de protestation - AFP 28 avril 2019

Le Bénin, pays réputé pour être un exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest, a voté dimanche pour élire ses députés lors d'un scrutin historique où l'opposition n'a pas été autorisée à se présenter, marqué par une abstention massive et une coupure totale de l'internet, marquant un tournant autoritaire du président Patrice Talon.

La radio nationale a appelé en vain les 5 millions d'électeurs béninois à "accomplir leur devoir de citoyen" et à se rendre aux urnes pour élire leurs 83 députés.

Mais l'opposition, privée de candidats à la suite d'une révision de la loi électorale, avait appelé ses partisans à ne pas aller voter, en signe de protestation.

Les Béninois, mécontents de la situation dans leur grande majorité, ne sont pas descendus dans les rues pour manifester mais ont signifié leur désaccord en boudant les urnes en masse.

Dans les bureaux de vote, les électeurs ont défilé "au compte-gouttes", expliquait à la mi-journée Kpleli Glele Marius, président d'un bureau de vote de Seme-Podji, région de l'opposant en exil Sébastien Ajavon.

Dans la dizaine de bureaux de vote visités par l'AFP à Seme-Podji, aucun n'a dépassé les 35 votants sur plus de 400 inscrits.

Les représentants de la Commission électorale (Céna) ainsi que les observateurs des partis étaient atterrés et fatigués par des heures d'attente "On n'a jamais vu ça", confiait l'un d'eux au moment du dépouillement. "La population n'est pas sortie".

Dans la région d'Allada, la participation moyenne des bureaux visités dépassait difficilement les 20%.

En effet, il semble que même les partisans du président ne se sont pas rendus aux urnes. "Je ne suis pas un opposant farouche. A vrai dire, je supporte le président Talon", explique à l'AFP Wilfrid Pokini. "Mais je ne soutiens pas cette élection. Une élection sans opposition, c'est quoi ça?" s'interroge ce commerçant de Porto Novo. "Ca va trop loin".

Le Parlement a approuvé fin 2018 la mise en place d'un nouveau code électoral pour simplifier le paysage politique et empêcher la prolifération des partis (plus de 250 dans un pays de 12 millions d'habitants).

Toutefois, même les principaux mouvements de l'opposition ne sont pas parvenus à remplir les conditions imposées par la CÉna et n'ont pu présenter leur liste.

Cinq millions de Béninois étaient inscrits sur les listes électorales et ont eu jusqu'à 16h00 (15H00 GMT) pour choisir entre le Bloc Républicain et l'Union Progressiste, deux mouvements proches du président Patrice Talon. AFP 28 avril 2019

Bénin - Législatives : la participation au plus bas, à 22,99 % - LePoint.fr 30.04 C'était le chiffre le plus attendu depuis dimanche : celui de la participation. Premier enseignement : c'est historiquement le taux le plus bas depuis l'avènement de la démocratie au Bénin en 1990. LePoint.fr 30.04

Algérie

Algérie: l'armée oppose une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants - AFP 30 avril 2019

Le chef d'état-major de l'armée algérienne a opposé mardi une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants en Algérie, qui réclament la mise en place d'institutions de transition ad hoc pour gérer l'après Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission le 2 avril.

La présidentielle prévue le 4 juillet en Algérie --dans les délais prévus par la Constitution-- pour élire un successeur à M. Bouteflika, est la "solution idéale pour sortir de la crise", a affirmé mardi le général Ahmed Gaïd Salah dans un discours.

Les manifestants exigent depuis le 22 février le départ de l'ensemble des figures du "système" au pouvoir en Algérie, en tête desquelles le chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et Premier ministre Noureddine Bedoui, deux anciens proches de M. Bouteflika.

Le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), a pour sa part élu mardi un nouveau secrétaire général. Le député et homme d'affaires Mohamed Djamiai, 50 ans, remplace Moad Bouchareb, désigné par M. Bouteflika l'année dernière.

Alors que, comme chaque mardi depuis le début du mouvement de contestation, des milliers d'étudiants ont défilé dans le centre d'Alger et dans plusieurs villes d'Algérie, M. Bensalah a appelé à "instaurer un climat de sérénité et d'entente".

Dans un message à l'occasion de la fête du travail, il a exhorté le peuple algérien à chercher des "solutions consensuelles" pour satisfaire "ses revendications légitimes à une vie décente et son aspiration résolue à un changement radical avec le régime, pratiques et symboles", selon l'agence APS.

Mais les contestataires refusent que les structures et personnalités de l'appareil hérité de M. Bouteflika organisent la présidentielle, alors que ses vingt années de pouvoir ont été marquées selon eux par des fraudes électorales. Ils réclament un processus de transition hors des institutions et délais prévus par la Constitution, gérée par des structures spécialement mises en place et chargées de mener le pays vers une IIe République.

Pilier du régime durant 15 ans et devenu de facto l'homme fort de l'Algérie depuis qu'il a lâché M. Bouteflika, rendant sa démission inéluctable, le général Gaïd Salah a souligné mardi exclure que l'armée permette une transition hors du cadre constitutionnel.

Il a réitéré "l'attachement profond du commandement de l'armée (...) à la Constitution" et a martelé "la détermination" de l'armée "à ne pas s'écarter de la voie constitutionnelle, quelles que soient les conditions et les circonstances".

Le général Gaïd Salah a également assuré que l'armée veillerait à ce que les enquêtes judiciaires ouvertes sur des dossiers de corruption visant des personnalités liées au régime soient préservées des "pressions ou diktats".

La justice enquêtera "sans exclure aucun dossier et en se gardant de toute mesure arbitraire ou de règlement de comptes", a-t-il précisé.

"Plusieurs dossiers lourds de corruption" concernant "des faits de spoliation des fonds publics avec des chiffres et des montants faramineux" ont été transmis à la justice par "les services de sécurité", a-t-il également indiqué, promettant que "l'opération" anticorruption ne fait que commencer et assurant que l'Algérie sera "assainie définitivement de la corruption et des corrupteurs".

Depuis le départ du pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril, la justice a ouvert une série d'enquêtes pour corruption visant des personnalités. Cinq puissants et riches hommes d'affaires, dont quatre proches de M. Bouteflika et de son frère et conseiller Saïd, ont été placés en détention provisoire.

Le général Gaïd Salah a récemment appelé la justice à "accélérer la cadence" des enquêtes, une demande assimilée à une "injonction" par ses détracteurs.

Certains observateurs craignent que, tout en étant une réponse à la contestation qui dénonce les liens entre le pouvoir et les "oligarques" --des hommes d'affaires ayant fait fortune grâce à des contrats publics--, ces enquêtes servent de levier de "purge" interne.

Mardi, le parquet d'Alger a entendu durant plusieurs heures Ahmed Ouyahia, quatre fois Premier ministre depuis 1995, dont trois fois sous la présidence de M. Bouteflika, en lien, selon la télévision nationale, avec des dossiers de "dilapidation de fonds publics et d'avantages indus".

M. Ouyahia a quitté le tribunal dans l'après-midi sans faire de déclaration, conspué par une foule qui l'a traité de "voleur".

Très impopulaire, M. Ouyahia a été limogé en mars par M. Bouteflika, dans l'espoir --vain-- d'apaiser la contestation.

Il avait été précédé devant le Parquet d'Alger lundi par l'actuel ministre des Finances Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque centrale entre 2016 et sa nomination fin mars au gouvernement.

La justice avait annoncé le 20 avril convoquer MM. Ouyahia et Loukal, sans préciser si elle souhaitait les entendre comme témoins ou suspects, ni sur quels faits portent les dossiers. AFP 30 avril 2019

DEUXIEME PARTIE

La question qui tue celui qui la pose.

Interdit d'interdire : Les sondages nuisent-ils à la démocratie ? - Les Crises 30.04

LVOG - La question sous-entend que nous vivrions en démocratie. C'est à partir de cette escroquerie politique que les opportunistes vont construire toute leur argumentation destinée à justifier leur soumission au régime en place, qui va consister à faire croire qu'il serait doté de vertus cachées ou insoupçonnées en s'enfermant dans un déni permanent de la réalité. Autrement dit leur méthode n'a rien à envier à celle employée par ceux qui nous gouvernent.

Les sondages, la propagande, la publicité, la société du spectacle sont des instruments (des représentations idéologiques) qui servent à fabriquer le consentement de la population au capitalisme et à la politique du gouvernement qui incarne les intérêts de l'infime minorité d'oligarques et de capitalistes, ils ne peuvent que nuire à la démocratie, ils en sont la négation.

Les sondages sont une escroquerie, même quand ils semblent anodins ou desservir leurs commanditaires. Comment cela ? Par exemple, à l'issue d'un sondage 75% des personnes interrogées rejettent la politique de Macron. Le naïf va rétorquer : Vous voyez qu'ils peuvent sortir des sondages honnêtes, vous les diabolisez, vous faites dans l'outrance doctrinaire, vous n'êtes pas crédible. Effectivement, on peut arriver à cette conclusion si on se fie aux apparences. Mais réfléchissez un peu, qu'est-ce que cela signifie seraient-ils 99% que cela ne changerait ou ne servirait strictement à rien, autrement dit il est inutile de s'y opposer ou d'espérer quoi que ce soit dans ces conditions-là, attendons des jours meilleurs, et pendant ce temps-là Macron applique tranquillement son programme ultra réactionnaire.

Quand on vous dit que l'immense majorité rejette la politique de Macron et que simultanément cela ne se traduit pas en termes politiques, vous êtes porté à penser qu'il est impossible de s'y opposer ou qu'il n'existe aucune alternative, et c'est bien ce à quoi nous assistons, non ?

Dites-vous bien que le sondage le plus anodin soit-il a une signification politique destinée à être exploitée par les représentants du régime, un parti politique ou une entreprise. Ne les prenez pas pour des demeurés, ne croyez pas qu'ils ne sauraient pas ce que les masses pensent, ne les confondez pas avec nos lamentables dirigeants, quand ils commandent un sondage ils ont toujours une intention précise inavouable dans la tête.

Et il ne faut pas oublier qu'il leur arrive de ne pas communiquer les résultats de sondages ou ils les refont jusqu'à tant qu'ils obtiennent les résultats escomptés, ils le font pour les référendums, alors pensez bien que pour de vulgaires sondages qu'ils fabriquent sans le moindre contrôle, ils ne vont pas se gratter, ce ne sont pas des questions de principe sur leur honnêteté qui va les arrêter.

L'impossible recyclage du stalinisme. Ils sont des leurs.

« Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme par Frédéric Lemaire et Henri Maler (Acrimed) - Les Crises 29.04

Bravo ! Pas si vite, lisez plus loin comment ils rejoignent la meute de chiens enragés du régime :

- "Les éminences de l'éditocratie parent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable" Les Crises 29.04

Comprenez, ces braves "*éminences de l'éditocratie*" auraient commis une faute de ne pas "*condamner*" ce slogan. Vous vous demandiez encore comment des blogs ou des portails réalisés par des inconnus pouvaient devenir célèbres ou gagner en popularité du jour au lendemain, vous avez là la recette. Tout s'explique.

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises et qui a été publié. L'art de tout dire et son contraire passe inaperçu.

Il est bien connu qu'il existe de bons et de mauvais patrons, de bons et de mauvais curés, de bons et de mauvais policiers, etc. en existerait-il qu'un seul de bon qu'on justifierait de les défendre, car ce n'est pas le fait qu'ils soient bons ou mauvais qu'on retiendra mais que leur existence est légitime, peu importe que par définition ou nature un patron soit un exploiteur, et qu'un policier ou un curé soit à son service, bref on ne loupera pas une occasion de manifester notre servilité envers le régime en place qu'on prétend combattre par ailleurs.

D'une part : « Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme...

D'autre part : "les éminences de l'éditocratie parent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable".

Voilà l'air de rien comment on cautionne les arguments avancés par les procureurs des tribunaux d'exception du régime.

Personnellement, opposant résolu au régime, par principe, oui cela existe encore, jamais je ne joindrai ma voix à celles qui défendent un représentant du régime, quand bien même serait-il maltraité injustement, parce qu'à aucun moment il ne cesse d'incarner l'ordre établi.

Ceux qui dénoncent "*l'éditocratie*" n'ont finalement rien à lui envier, hélas !

Faites tomber les masques. Touchez pas à la police !

"Gilets jaunes": Coquerel (LFI) condamne les slogans "Suicidez-vous" - AFP 23 avril 2019

Le député LFI Eric Coquerel a condamné mardi les slogans "Suicidez-vous" lancés aux forces de l'ordre samedi à Paris lors de l'acte 23 des "gilets jaunes", tout en estimant que l'"escalade voulue par l'Etat" crée un contexte "pas sain".

"Chaque mouvement de ce type, à un moment donné, suscite des slogans qu'on ne revendique pas par la suite", a-t-il relevé sur Europe 1 en notant que celui de "CRS=SS" en mai 1968 n'était "pas d'une intelligence folle".

Samedi ce sont "quelque dizaines de personnes sur des milliers qui ont des slogans, que je condamne, que je n'accepte pas", a-t-il poursuivi.

Emmanuel Maurel, fondateur de la Gauche républicaine et socialiste et numéro 6 sur la liste LFI aux européennes, a également condamné les slogans lancés samedi, qualifiant sur Public Sénat leurs auteurs d'"abrutis", de "provocateurs qui d'ailleurs cherchent à discréditer un mouvement qui, dans son immense majorité, est pacifique". AFP 23 avril 2019

Pardi, après avoir entendu Coquerel il faut croire que oui !

- Le macronisme peut-il être «en même temps» de gauche? - Slate.fr 29.04

Quand l'avenir, c'est le corporatisme ou en route vers Moyen-Âge !

Le municipalisme est l'avenir des Gilets jaunes - reporterre.net 27.04

Comment le mouvement des Gilets jaunes pourrait-il durer ? Le municipalisme libertaire serait une voie féconde, selon l'auteur de cette tribune, pour qui ce modèle de société démocratique et écologique est « une stratégie de lutte pensée pour l'atteindre ».

Depuis le Moyen-Âge, l'organisation en communes autonomes est le mode d'organisation privilégié des mouvements politiques qui cherchent à contourner le piège de la représentation et à préserver l'autonomie locale contre la capture du pouvoir par une minorité de technocrates. reporterre.net 27.04

Conseil de participation citoyenne : "C'est révolutionnaire, il aura énormément de pouvoir" affirme Stanislas Guerini - franceinfo 29.04

Ce conseil, annoncé par Emmanuel Macron jeudi doit rassembler 150 citoyens, tirés au sort, pour faire des choix sur l'écologie.

"Je crois que c'est un grand pas pour la rénovation de la vie démocratique dans notre pays qui est franchi, poursuit-il. L'idée c'est de faire en sorte que nous prenions des choix collectifs et que ces choix soient mieux appliqués sur le terrain."

"Ces 150 citoyens vont se mettre ensemble et dire quelles sont les décisions à prendre de façon extrêmement précise." Il s'agira pour eux, précise le patron de LREM, de s'exprimer par exemple sur "la

rénovation thermique des bâtiments, comment est-ce qu'on met la pression sur les propriétaires, quelle est la fiscalité carbone qu'on est capable d'accepter ou de ne pas accepter et sous quelles conditions". "On a du mal à entraîner toute la société, c'est ça le drame, et c'est ça qu'on va essayer de résoudre", a-t-il conclu. franceinfo 29.04

Qui complotte contre les peuples ? La Commission européenne n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres.

- Brexit : cette mystérieuse réunion entre Soros, Blair et Moscovici qui embarrasse l'UE - RT 29 avril 2019

Selon le site d'information EUobserver, spécialisé dans les actualités de l'Union européenne (UE), la Commission européenne aurait volontairement occulté, en partie, le contenu d'une rencontre ayant eu lieu lors du 49e Forum économique mondial de Davos entre le milliardaire George Soros, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et le commissaire européen Pierre Moscovici. Les trois protagonistes se seraient rencontrés au sujet d'«un second référendum sur le Brexit».

Après avoir demandé, fin janvier 2019, l'accès au contenu de cette discussion, le site EUobserver explique en effet s'être heurté à un refus partiel de la Commission européenne, celle-ci ayant répondu par courriel deux mois et demi plus tard. Citant dans un tweet la réponse de l'exécutif européen, le site d'information a ainsi écrit le 25 avril : «La nécessité de protéger le processus de décision de l'UE est plus importante que tout intérêt public, dans ce qui a été discuté à propos du Brexit.»

De fait, dans sa réponse adressée à EUobserver, la Commission européenne s'est opposée au fait de divulguer «certaines parties d'un document [qui] pourraient affaiblir le processus décisionnel de l'institution». Les trois hommes en question n'ont jamais caché leur position quant au choix des citoyens britanniques de quitter l'UE, allant même parfois jusqu'à jouer un rôle particulièrement actif dans la campagne anti-Brexit, qui persiste malgré le référendum de juin 2016. RT 29 avril 2019

Passage en force

- Gouvernement : « Notre objectif, aller le plus vite possible ! », insiste Lecornu - Le Parisien 29.04

- "Conseil de défense écologique": une "bonne idée" à condition d'agir sans attendre, selon Hulot - AFP 29.04

Mimétisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Le Parlement britannique déclare «l'urgence écologique et climatique» - LeFigaro.fr 2 mai 2019

Le vote du Parlement intervient après une série d'actions de blocages organisées par le mouvement Extinction Rebellion (XR) dans la capitale britannique. LeFigaro.fr 2 mai 2019

L'écocide, nouveau crime contre l'humanité qui tente de s'imposer en France - Le HuffPost 2 mai 2019

D'après Valérie Cabanes, juriste internationale et cofondatrice de "Notre affaire à tous", l'urgence est immense. Au micro du HuffPost, elle explique l'aspect inédit de l'enjeu juridique: "On est face au plus grave des crimes, au crime premier, c'est la vie de tous les êtres humains qui est menacée". Un crime plus condamnable que le génocide donc. Le HuffPost 2 mai 2019

Le capitalisme, c'est la guerre à la démocratie sur tous les continents à tous les peuples.

Monde: Les dépenses militaires à leur plus haut niveau depuis 1988 - Reuters

Les dépenses militaires ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau dans le monde depuis 1988, dopées par des hausses sensibles des budgets de la défense aux Etats-Unis et en Chine, les deux premières puissances économiques.

Dans son rapport annuel, rendu public lundi, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) écrit que les dépenses militaires dans le monde ont totalisé 1.820 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 2,6% par rapport à 2017.

Les dépenses militaires des Etats-Unis ont progressé de 4,6% l'an dernier, à 649 milliards de dollars, ce pays continuant, de loin, à faire la course en tête avec des dépenses militaires équivalant à 36% du total des dépenses militaires mondiales l'an dernier.

La Chine se classe deuxième. Ses dépenses militaires, en hausse pour la 24e année consécutive, ont progressé de 5,0% l'an dernier, à 250 milliards de dollars.

"En 2018, les Etats-Unis et la Chine ont représenté la moitié des dépenses militaires mondiales", déclare Nan Tian, chercheur au SIPRI.

Les autres grands pays, en termes de dépenses militaires, sont, dans l'ordre décroissant, l'Arabie saoudite, l'Inde, la France, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Corée du Sud. L'Arabie, qui dirige une coalition panarabe en lutte contre les miliciens houthis au Yémen, a eu l'an dernier les plus fortes dépenses militaires au monde par tête d'habitant, juste devant les Etats-Unis.

Le Royaume-Uni et la France ont consacré respectivement 1,8% et 2,3% de leur PIB aux dépenses militaires l'an passé. Reuters

A priori. Hommage à l'esclavage.

Aux États-Unis, 20% des plus de 65 ans travaillent encore - Slate.fr

Bien que les deux situations soient incomparables, il y a fort à parier que nombre d'analystes et de politiques, dans une France dont le gouvernement aimerait inciter les individus à travailler plus longtemps, scrutent ce chiffre avec attention. Selon les résultats du Bureau of Labor Statistics, du Census Bureau et du Centre for Disease Control, analysés et mis en perspective par la firme United Income, 20% des Américain-es de plus de 65 ans conservent une activité salariée ou désirent en trouver une.

Comme le rapporte Bloomberg, ces 20% représentent 10,6 millions de personnes. La masse de seniors au travail est au plus haut depuis cinquante-sept ans et a doublé par rapport à 1985, date à laquelle elle a été au plus bas. En France, selon l'Insee, la proportion est quatre fois moindre -seuls 5% de la classe des personnes âgées de 65 à 74 ans occupent un emploi.

Dans un système mixte où les salarié-es ou leurs employeur-euses sont appelés à compléter leurs pensions publiques par des investissements et plan privés, de trop faibles revenus ou une épargne insuffisante pourraient expliquer un tel phénomène. Mais elles ne sont qu'un facteur, explique un analyste de United Income, Lincoln Pews.

Car à y regarder de plus près, c'est dans la catégorie a priori la plus à l'abri d'éventuels besoins que cette proportion d'actif-ves âgé-es a grimpé le plus vite. «La part des adultes qui ont 65 ans ou plus, qui travaillent et qui disposent au minimum d'un diplôme de niveau universitaire est passée de 25% en 1985 à 53% en 2019», est-il écrit dans le rapport de United Income. «Ceci a fait augmenter le revenu véritable de ces travailleurs âgés de 63% sur cette même période, passant de 48.000 à 78.000 dollars» [de 43.000 à 70.000 euros].

L'autre facteur est un classique, repris dans nombre de discours: toujours selon les analyses de United Income, si les gens aiment prendre leur véritable retraite plus tard qu'auparavant, c'est parce qu'ils s'en sentent capables. «Une meilleure santé a été un facteur-clé dans cette participation croissante à la force de travail. 78% des Américains de 65 ans ou plus disent se sentir en bonne santé, contre 73% en 1997 et 69% en 1985. [...] 77% expliquent ne connaître aucune limitation quant au type d'emploi qu'ils peuvent occuper, contre 71% en 1997.»

Le rapport concède tout de même que ces salarié-es agé-s se concentrent surtout sur des tâches de «col blanc ou dans la distribution», contrairement aux plus jeunes qui, eux, prennent en charge des jobs physiquement plus demandeurs.

Le Medef, qui souhaite repousser en France l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2028, est sans doute tout ouïe. Haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye pense quant à lui que si l'équilibre budgétaire du régime se trouve entre 63 et 64 ans, il ne faut pas toucher à l'âge actuel de 62 ans pour un départ à la retraite. Qui, a priori, ne se ferait alors plus à taux plein: les débats restent ouverts et promettent d'être houleux. Slate.fr

Les trafiquants d'esclaves (et d'armes) sont à Paris, Londres, Rome, Berlin, Madrid...

Libye: Salamé (Onu) bat en brèche le "mythe européen" des migrants - Reuters 29 avril 2019

L'envoyé spécial de l'Onu pour la Libye, Ghassan Salamé, a battu en brèche lundi "le mythe européen" selon lequel ce pays d'Afrique du Nord serait un "corridor pour l'arrivée massive" de migrants venus d'Afrique subsaharienne et désireux de rejoindre l'Europe à tout prix.

"Ces réfugiés, ce ne sont pas ceux qu'on imagine à Paris ou à Rome, ils n'ont pas tous envie de passer la Méditerranée, ils cherchent du travail en Libye qui a employé parfois 2 à 3 millions d'expatriés", a-t-il déclaré sur France Inter. "Ils veulent que la paix se réinstalle en Libye et ils veulent y travailler, ils y feront beaucoup plus d'argent légalement qu'en tentant de traverser la Méditerranée à leurs risques et périls".

"Ce ne sont pas gens qui sont à l'affût d'aller en Europe", a-t-il insisté. Ceux-là ne représentent qu'"une partie minoritaire, je dirais à peine 5% des 700.000" étrangers répertoriés en Libye.

Pour Ghassan Salamé, "c'est un vrai mythe européen de croire que la Libye n'est qu'un corridor pour l'arrivée massive des Africains en Europe".

Plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a été qualifiée ces dernières années par plusieurs capitales européennes, notamment par Rome et Paris, de "plaque tournante" du trafic de migrants d'Afrique subsaharienne cherchant à gagner l'Europe.

Après un pic en 2016, la route de la Méditerranée centrale entre la Libye et l'Italie - l'une des trois routes d'arrivées de migrants en Europe - a connu ces deux dernières années une baisse des flux migratoires.

En 2018, 23.485 arrivées en Europe via cette route ont été recensées, soit une baisse de 80% en un an, selon l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Reuters 29 avril 2019

Le capital ou plus vulgairement "la théorie du vol d'oies sauvages"

L'industrialisation est-elle la seule chance de l'Afrique? - francetvinfo.fr 04.05

Une étude publiée par l'agence économique Bloomberg prône une industrialisation de l'Afrique afin de créer un marché de l'emploi capable de répondre aux besoins. Cette préconisation peut sembler évidente, mais elle est loin d'être partagée par l'ensemble des observateurs, certains estimant qu'elle n'est pas nécessaire en Afrique.

L'étude publiée dans la rubrique Opinion de Bloomberg, signée par Noah Smith, éditorialiste de l'agence et ancien économiste, s'intitule Le seul espoir de l'Afrique est l'industrialisation. La question de l'industrialisation du continent africain est un débat récurrent entre économistes. Certains estimant que ce n'est pas la solution, quand d'autres affirment qu'il ne peut y avoir de croissance sans cela. Il est vrai que de nombreux exemples d'industrialisation non maîtrisée, souvent étatiques et répondant à des ambitions idéologiques, ont été de véritables échecs sur le continent.

Mais l'analyse de Bloomberg ne met pas en avant les investissements industriels réalisés par les Etats, qui souvent se sont perdus dans les sables de la mauvaise gestion ou de l'inutilité. Elle part du fait que l'Asie –

et tout particulièrement la Chine –, devenue l'atelier du monde, a besoin de délocaliser une partie de sa production en raison de l'évolution de son industrie vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

"La hausse des coûts de main d'œuvre en Chine et la menace des restrictions commerciales américaines incitent les fabricants à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement. Certaines de leurs usines iront au Vietnam et au Bangladesh, deux étoiles montantes du monde en développement. Mais ces pays ne seront pas assez grands pour remplacer la Chine, ce qui signifie que si les fabricants veulent vraiment réduire les coûts, beaucoup devront se tourner vers l'Afrique", écrit Noah Smith.

Les "oies sauvages" se posent-elles sur l'Afrique ?

L'analyse de Bloomberg s'appuie sur des exemples concrets. Les investissements massifs de la Chine dans les grandes infrastructures africaines sont connus et largement commentés. Ce qui l'est moins, d'après lui, c'est l'importance des investissements privés. "En 2017, l'équipe d'Irene Yuan Sun (chercheuse de McKinsey & Co) a estimé qu'il y avait environ 10 000 usines (nées d'investissements chinois) sur le continent, et (que) leur nombre est sans doute plus élevé maintenant. Le Nigeria, la Zambie, la Tanzanie et l'Éthiopie ont les plus fortes concentrations, mais de nombreux autres pays sont concernés. Bien que la Chine investisse moins en Afrique que dans d'autres régions, elle rattrape rapidement son retard", note-t-elle.

Selon cet article, "la seule chose qui semble pouvoir transformer de manière fiable les pays pauvres en pays riches semble être la théorie dite du vol d'oies sauvages". Cette analyse, décrite dans les années 30 par le Japonais Akamatsu, montre comment un pays initie son processus d'industrialisation sur des produits à faible technicité. Après en être devenu producteur, il en devient exportateur, puis l'abandonne pour un produit à plus haute valeur ajoutée. Cet abandon permet à un autre pays d'entamer son propre processus d'industrialisation.

Part de l'Afrique à la valeur ajoutée manufacturière mondiale : 1,6%

Ce phénomène paraît s'être produit en Asie, du Japon à la Chine, en passant par la Corée... L'auteur semble penser que ce processus fonctionne maintenant vers l'Afrique et que malgré les progrès dans l'automatisation, "rien n'indique que celle-ci ait rendu obsolètes les fabrications à forte intensité de main-d'œuvre. En d'autres termes, tout indique que le processus qui a permis à l'Europe et à l'Asie de sortir de la pauvreté commence à porter ses fruits en Afrique."

Les "oies sauvages" se posent-elles pour autant sur l'Afrique ? A voir certains exemples comme l'Éthiopie, où se construit une véritable industrie textile exportatrice initiée par la Chine, la théorie semble devenir réalité.

Pour autant, cette industrialisation reste extrêmement embryonnaire : "La contribution de l'industrie africaine à la valeur ajoutée manufacturière mondiale (VAM) est de 1,6%. C'est dérisoire. Ce qui est une hérésie, compte tenu de l'énorme potentiel du continent", note Jonathan Le Henry, directeur stratégie de PwC-Conseil en Afrique francophone. Surtout que le continent doit être en mesure de créer des emplois par millions : "La population africaine en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard d'ici 2030", note la Banque africaine de Développement (BAD), selon qui "les économies africaines se sont prématurément désindustrialisées, car la réallocation de la main-d'œuvre s'est orientée vers des services à faible niveau de productivité, limitant le potentiel de croissance du secteur manufacturier". Une façon de critiquer ceux qui voient le développement des services (même à travers la hightech) comme solution pour la croissance sur le continent.

Dans cette phase d'investissement, l'Afrique doit jouer sur ses capacités "à exploiter son avantage comparatif et à protéger ses frontières", estime Adama Wade, directeur de publication de Financial Afrik. Il n'est pas sûr que cela soit dans l'air du temps, même si l'ouverture à tout crin du marché mondial a du plomb dans l'aile depuis l'élection de Donald Trump.

Dans un précédent rapport, la BAD notait le manque d'infrastructures (réseaux électriques, transports...) comme principale entrave au développement de l'industrie en Afrique. Il n'est pas sûr que la théorie du "vol d'oies sauvages" suffise, malgré l'enthousiasme de Bloomberg : "L'industrialisation africaine achèvera la grande transformation, amorcée il y a plus de deux siècles en Grande-Bretagne : le mouvement de

l'humanité allant de l'indigence à la sécurité matérielle. C'est la dernière frontière de la réduction de la pauvreté." francetvinfo.fr 04.05

LVOG - Il y a déjà quelque temps j'avais émis l'hypothèse que la fin du cycle du capital serait atteinte et le passage au socialisme s'imposerait comme une nécessité et vaincrait, quand l'Afrique serait industrialisée, autrement dit, quand il n'existerait plus de réservoirs d'esclaves au capitalisme dans le monde...

TROISIEME PARTIE

1er mai.

- Défilés du 1er mai partout en France, tensions à Paris - Reuters 1 mai 2019

Entre 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, ont défilé mercredi partout en France à l'occasion du 1er-Mai, marqué à Paris par des heurts entre forces de l'ordre et militants radicaux.

Les 7.400 policiers mobilisés dans la capitale ont été confrontés à des centaines d'activistes "black blocs" et de manifestants "Gilets jaunes" radicalisés, infiltrés parmi les 16.000 manifestants comptabilisés par les autorités.

Ailleurs en France, des centaines de défilés rassemblant des militants syndicaux et des "Gilets jaunes", qui ont profité de la Fête du travail pour organiser leur 25e journée d'action depuis novembre, se sont pour la plupart déroulés dans le calme.

Avant et pendant le défilé intersyndical parisien, des journalistes de Reuters ont constaté la présence dans le quartier du Montparnasse de dizaines d'hommes au visage dissimulé, pour la plupart vêtus de noir. Certains étaient rassemblés derrière une banderole où l'on pouvait lire : "Colère noire. Ni oubli ni pardon".

"On ne lâche rien", "Révolution, c'est notre projet", pouvait-on lire sur d'autres pancartes.

Les CRS, déployés en grand nombre, ont fait usage de gaz lacrymogène. Des journalistes de Reuters ont vu quelques personnes blessées parmi lesquelles deux policiers dont un CRS touché au visage; du mobilier urbain et quelques véhicules ont été dégradés.

La CGT a dénoncé une "répression inouïe et sans discernement" dont son secrétaire général, Philippe Martinez, a été victime. "Nos camarades présents, y compris notre secrétaire général, se font gazer et reçoivent des grenades", a écrit la confédération dans un communiqué. La préfecture de police de Paris a démenti avoir pris la CGT pour cible.

"On est très satisfaits de l'ampleur de la mobilisation", a déclaré Philippe Martinez à la presse après avoir brièvement quitté le cortège. "C'est une manifestation de travailleurs et de travailleuses qui disent au gouvernement et au président de la République : il faut changer de politique."

Selon un décompte de la préfecture de police de Paris établi à 17h00, les forces de l'ordre ont procédé à plus de 15.300 contrôles préventifs et 288 interpellations. A 17h30, le parquet de Paris recensait 220 gardes à vue.

Selon la CGT, "près 250 manifestations" organisées dans tout le pays se sont déroulées "dans le calme".

A Bordeaux, 6.400 manifestants dont 1.300 "Gilets jaunes" selon la préfecture - 10.000 selon la CGT -, ont marché dans le centre-ville dont une partie leur était interdite par un arrêté préfectoral. Parti de la place de la République, le cortège des organisations syndicales était cette fois précédé de "Gilets jaunes", de jeunes porteurs de drapeaux noirs, de manifestants de la Confédération nationale du travail (CNT).

A Marseille, 30.000 personnes ont manifesté selon la CGT, 5.500 personnes dont 1.200 "Gilets jaunes" d'après la police.

"Ce qui est nouveau cette année, c'est la jonction entre le mouvement ouvrier, traditionnel, syndical et le mouvement spontané, insurrectionnel, des Gilets jaunes", a déclaré sur place le leader de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon. "Jusqu'à quel point, dans quelles proportions, comment tout cela se mélange bien ou mal, c'est ça la grande question politique dans laquelle est plongé notre pays et à laquelle sont confrontés tous les dirigeants responsables, y compris nous", a ajouté Jean-Luc Mélenchon, qui était accompagné par Manon Aubry, la tête de liste LFI pour les élections européennes du 26 mai.

La CGT a défilé aux côtés de la FSU, Solidaires et des organisations étudiantes Unef et UNL.

Force ouvrière n'avait pas lancé d'appel national et a laissé ses antennes locales organiser leurs propres rassemblements ou se joindre aux actions d'autres syndicats.

La CFDT, la CFE-CGC et la Fage s'étaient pour leur part donné rendez-vous place de l'Odéon à Paris, où le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a rappelé l'attention portée par son organisation au mouvement des "Gilets jaunes".

D'autres rassemblements importants ont eu lieu à Toulouse, Lyon ou encore Strasbourg, où environ 2.000 personnes, selon un journaliste de Reuters, se sont retrouvées.

Une manifestation pour le climat s'est déroulée entre la place du Panthéon et Montparnasse. Reuters 1 mai 2019

LVOG - 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, coupons la poire en deux et disons 200.000 manifestants, un succès ?

Décidément, on ne saura jamais pourquoi les travailleurs dont les conditions de travail et d'existence se dégradent continuellement ne se mobilisent pas ou ne se sentent pas concernés. Nous ne dirons pas attendons des jours meilleurs, entendez pires pour le savoir, puisque ce jour-là la majorité d'entre eux adopteront sans doute la même attitude comme c'est parti. Vous n'en êtes pas convaincu, vous ne voulez pas entendre cet argument, il vous gêne, n'est-ce pas, vous préférez faire l'autruche ou demeurer dans le déni, continuer de prendre vos désirs pour la réalité, c'est navrant, dommage. Je ne connais rien de plus démoralisant, je vous plains sincèrement.

Pitié-Salpêtrière : Ils sont les champions des fake news !

Intrusion à la Pitié-Salpêtrière: Mélenchon accuse Castaner d'être un "menteur" - AFP 2 mai 2019

"Monsieur Castaner est un menteur, en plus d'être un incompetent", a lancé jeudi le chef de file des Insoumis Jean-Luc Mélenchon, accusant le ministre de l'Intérieur d'avoir "inventé" l'attaque de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière en marge de la manifestation du 1er mai.

Christophe Castaner "s'est précipité hier soir sur les plateaux de télévision pour faire croire à une attaque d'un hôpital. Le mot "attaque", c'est très grave, ça veut dire que des gens délibèrent de prendre d'assaut un hôpital. Naturellement, ce n'est pas vrai", a poursuivi le député de Marseille.

Le ministre de l'Intérieur "invente des informations pour discréditer les gens, pour créer du trouble, des tensions, un mauvais état d'esprit", a poursuivi Jean-Luc Mélenchon, interrogé dans la cité phocéenne, où il avait défilé la veille.

Le parquet de Paris a ouvert mercredi une enquête à la suite de l'intrusion de plusieurs dizaines de personnes à la Pitié. 32 personnes sont en garde à vue pour attroupement en vue de commettre des dégradations ou des violences. F

"Il y a eu des gens qui ont couru à l'endroit où ils pouvaient se réfugier" pour fuir les nasses policières et les gaz lacrymogènes, selon Jean-Luc Mélenchon. "Les gens se sont précipités là où ils pouvaient aller" et "la police a reçu l'ordre de pourchasser les gens dans l'hôpital", a-t-il poursuivi.

"Personne n'a attaqué cet hôpital. Le ministre a donc menti sciemment, délibérément, pour salir les manifestants qui étaient des braves gens", a-t-il ajouté, expliquant comprendre que le personnel hospitalier "pris totalement par surprise (...) ait pu être choqué par la situation".

"M. Castaner ferait bien de faire autre chose au gouvernement. Ministre de ce qu'il veut, mais pas de l'Intérieur parce que c'est vraiment pas son truc. Depuis qu'il est là, 20 éborgnés, cinq mains arrachées, 2.000 blessés, 1.000 parmi les policiers... Il n'y a pas de pire bilan d'incompétence que le sien", a-t-il conclu. AFP 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : "Une tentative de manipulation de l'information" de Christophe Castaner qui "ne peut plus rester ministre" selon Benoît Hamon - Franceinfo 3 mai 2019

"Les vidéos sont très parlantes", souligne Benoît Hamon. "Je ne comprends pas que le ministre de l'Intérieur, à l'heure où tout est observé, filmé, n'ait pas compris que, très vite, la version fallacieuse qu'il a donnée allait être démentie." Selon lui, "il suffit de regarder la vidéo pour comprendre qu'il n'y a pas d'attaque, il n'y a pas de violence. Il y a des gens qui cherchent à se réfugier".

Pour l'ancien candidat à la présidentielle, il y a "au sommet de l'Etat, une tentative de manipulation de l'information pour essayer de disqualifier globalement un mouvement social, pour essayer d'éteindre la mobilisation, là où le gouvernement n'y répond pas par des mesures sociales satisfaisantes. C'est extrêmement grave."

Benoît Hamon estime que "des lignes jaunes sont franchies". "Le gouvernement ne peut pas faire la guerre aux fake news et produire du mensonge." Il attend maintenant des "preuves" de ce que le ministre de l'Intérieur a affirmé. "Si le gouvernement ne produit pas la preuve de ce qu'il affirme, je pense que le ministre de l'Intérieur ne peut plus rester ministre de l'Intérieur."

Benoît Hamon ne souhaite pas attendre "six mois de commission parlementaire", comme le demande l'écologiste Yannick Jadot. "Le président de la République devrait prendre la seule décision qui s'impose, c'est de démettre de ses fonctions le ministre de l'Intérieur parce qu'il a délibérément construit une histoire qui n'existait pas." Franceinfo 3 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : l'équipe médicale dérangée "n'est pas du tout choquée" - BFMTV 2 mai 2019

À la Pitié-Salpêtrière, des soignants écartent le scénario d'une attaque - Le HuffPost 2 mai 2019

Leur témoignage était très attendu. Au lendemain de la manifestation du 1er mai, plusieurs soignants de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont expliqué ce qu'ils ont vu et fait alors que des personnes étaient entrés dans l'enceinte de l'établissement.

Membres du service de réanimation, ils confirment l'intrusion de manifestants mais leur témoignage écarte le scénario d'une "attaque", terme employé mercredi soir par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Dans la vidéo visible en tête d'article, ils évoquent plutôt un incident "très court", "sans danger".

"On ne sait pas sentis en danger plus que cela. [...] Cela s'est calmé très vite. Les forces de l'ordre ont été efficaces. On n'a pas senti plus d'agression que cela. Sur le moment, c'est l'effet de masse qui a été la surprise au début. Très vite, il y a même eu des gens qui ont essayé de calmer le jeu", a par exemple témoigné au micro du HuffPost l'aide-soignante Gwenaelle Bellocq. Elle appelle à bien faire la distinction entre ce qu'il s'est passé à l'entrée du service de réanimation et ce qu'il se passait dehors. Le HuffPost 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière: la séquence minute par minute qui démonte le scénario d'une "attaque" - Le HuffPost 03.05

Est-ce une "attaque", comme l'a qualifiée le ministre de l'Intérieur, ou bien un mouvement de panique de manifestants fuyant la police qui a conduit entre trente à cinquante d'entre eux à tenter de pénétrer dans l'enceinte... Le HuffPost 03.05

Affaire de la Pitié-Salpêtrière : le cas Christophe Castaner - Le Parisien 4 mai 2019

Rétropédalage toute ! Face à la polémique qui n'a cessé de s'amplifier depuis mercredi soir et ses propos accusateurs après l'intrusion de manifestants dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris, XIIIe), Christophe Castaner a dû sérieusement corriger le tir vendredi. Dans un exercice de contrition, le ministre de l'Intérieur s'est appliqué à déminer le terrain. « J'entends le reproche qui m'est fait d'avoir utilisé le mot attaque. Je souhaite qu'aucune polémique n'existe sur ce sujet et le voyant l'être, je me dis que je n'aurais pas dû l'employer », a-t-il rétro-pédalé en marge d'un déplacement à Toulon (Var).

Une rectification sur la forme, devenue obligatoire tant ses déclarations le 1er Mai avaient mis le feu aux poudres. « Des gens ont attaqué un hôpital, des infirmières ont dû protéger le service de réanimation », assurait alors sans ciller le locataire de Beauvau. Le lendemain, ses affirmations étaient remises en cause par une série de vidéos et de témoignages qui démontraient qu'il ne s'agissait pas d'une « attaque ». Le Parisien 4 mai 2019

Le totalitarisme vert En Marche. Instrumentalisation et récupération.

La marche pour le climat, "un mouvement qui se pérennise" - france24.com 02.05

Ses organisateurs — Youth for Climate France (En détail dans la causerie du 1er mars 2019 : Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ? Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.)

France24 - Alors que la marche pour le climat a réuni seulement 1 000 personnes à Paris le 1er-Mai, ses organisateurs et soutiens se veulent optimistes quant à la suite du mouvement, avec en ligne de mire la prochaine échéance internationale le 24 mai, une grande marche pour le climat à l'étranger et en France à l'appel du mouvement FridaysForFuture.

Des initiatives en matière climatique existent cependant, comme la récente annonce de la création d'une Convention citoyenne sur le climat – qui pourrait donner lieu à un référendum en 2020, selon le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. "Cette conférence de citoyens qui va réfléchir au problème du climat, c'est bien, mais ce sujet devrait être plus urgent", estime François Dubreuil, du collectif Unis pour le climat, joint par France 24. france24.com 02.05

FridaysForFuture, qu'est-ce que c'est ?

La voix de l'oligarchie ! (En détail dans la causerie du 25 mars 2019)

Reporter (reporterre.net) publiait un article sur le même sujet signer Demosphère

Demosphère, qu'est-ce que c'est ?

- Manifestation. « Cortège climatique social et démocratique » - paris.demosphere.net

Le pragmatisme, face aux défis climatiques, environnementaux et sociaux, c'est de demander (A Macron - ndlr):

- Organiser la codécision, négociation ou concertation autour des politiques publiques, des stratégies des grandes entreprises, notamment dans le cadre d'un dialogue social et sociétal sectoriel. Il s'agit de construire les outils démocratiques permettant d'articuler économie social et environnement au service de tous.

LVOG - Le corporatisme en somme puisqu'il est nulle part question d'inverser le rapport entre classe dominante et classe dominée ou d'expropriation de l'oligarchie... et son contraire pour duper ou instrumentaliser les naïfs.

Lu dans leur portail.

- Cortège Écologie Sans Transition

On veut nous faire marcher derrière le slogan "Pas de profit sur une planète morte"? Nous ne voulons pas sauver le profit, il n'est pas compatible avec le vivant. Le capitalisme vert n'existe pas. Ce n'est pas d'une transition dont la planète a besoin, mais d'une rupture. LVOG - Mais surtout pas avec le capitalisme !

Acte XXV

- Faible mobilisation pour le 25e samedi d'action des "Gilets jaunes" - Reuters 4 mai 2019

Quelques milliers de manifestants "Gilets jaunes" se sont mobilisés samedi en France pour une 25e journée d'action qui survient trois jours après celle du 1er-Mai, émaillée de heurts à Paris, et dix jours après les annonces d'Emmanuel Macron en réponse à ce mouvement.

A 14h00, le ministère de l'Intérieur a recensé 3.600 manifestants, dont un millier à Paris, un chiffre en baisse par rapport à samedi dernier qui avait vu défiler à la même heure 5.500 personnes, dont 2.600 à Paris.

Comme chaque semaine depuis près de six mois, des rassemblements ont été organisés sur des ronds-points ou dans les centres-villes à Château-Thierry (Aisne), La Roche-sur-Yon (Vendée), Metz ou encore Montpellier. Quelques dizaines de personnes ont aussi manifesté dans l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle.

A Bordeaux, plusieurs centaines de personnes ont défilé selon Reuters contre au moins 2.000 la semaine précédente. Interdits de pénétrer dans le centre-ville, les manifestants ont marché sur le long de la Garonne puis en direction de la place de la Victoire dans une ambiance festive malgré la pluie.

A Paris, une manifestation s'est élancée dans le calme des abords de l'hôpital Lariboisière, dans le Xe arrondissement, en direction de la place de la Nation.

"La répression en marche, soutien aux blessés et incarcérés", "Dégageons Castaner", "Mensonges Castaner" pouvait-on lire sur certaines banderoles à destination du ministre de l'Intérieur, en première ligne depuis le début d'un mouvement marqué par des polémiques sur le comportement des forces de l'ordre, de certains manifestants et sur l'attitude du locataire de la place Beauvau lui-même.

La moindre mobilisation constatée samedi à Paris n'a pas étonné Hervé, manifestant retraité interrogé par Reuters sur le boulevard de Magenta.

"Il y a beaucoup de gens qui ont été affolés par le traitement et la répression de mercredi dernier, donc ce n'est pas étonnant de voir qu'aujourd'hui, ça patine un petit peu au niveau de la mobilisation", a-t-il dit.

"Ce n'est pas un signe d'arrêt. On a connu des périodes comme ça, Noël, jour de l'An, où il y avait eu de monde dans les rues, c'est tout à fait normal." Pour Luc, autre retraité croisé à Paris, la mobilisation dans les villes ne doit pas faire oublier celle, plus discrète, sur les ronds-points. "Les mouvements nationaux se maintiennent et, à côté, il y a beaucoup de manifestations qui se développent", estime-t-il.

Cette nouvelle journée d'action montre que le mouvement de protestation sans leader ni structure apparu mi-novembre en France continue, malgré les annonces faites le 25 mai par Emmanuel Macron, qui ont étoffé le programme de travail du gouvernement jusqu'à l'automne.

"On ne peut pas continuer comme ça", a considéré samedi sur LCI Florence Berthout, maire les Républicains du Ve arrondissement. "Il va bien falloir parler à ce peuple." Reuters 4 mai 2019

Violences policières envers les journalistes: plus de 350 médias et journalistes signent une tribune - RT 1 mai 2019

Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou travaillant pour des rédactions ont signé une tribune dénonçant les violences policières subies par la profession depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

L'interpellation et la garde à vue du journaliste indépendant Gaspard Glanz lors de la manifestation des Gilets jaunes le 20 avril a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou affiliés à des rédactions, avec ou sans carte de presse, dénoncent, dans une tribune publiée sur France Info, «les multiples violences d'Etat» qu'ils subissent.

Avec son désormais célèbre «Allo Place Beauveau» sur Twitter, le journaliste David Dufresne décompte au moins 95 agressions visant spécifiquement les journalistes parmi les 736 signalements qu'il a recensés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

Parmi les violences subies, les signataires citent : «mépris, tutoiement quasi systématique, intimidations, menaces, insultes. Mais également : tentatives de destruction ou de saisie du matériel, effacement des cartes mémoires, coups de matraque, gazages volontaires et ciblés, tirs tendus de lacrymogènes, tirs de LBD, jets de grenades de désencerclement, etc.» Ils dénoncent également la confiscation du matériel de protection (masque, casque, lunettes).

En plus d'interpeller directement le gouvernement qui n'a pas, dans une démocratie à décider de la «façon de travailler» des journalistes, les signataires s'adressent également à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) qui délivre la carte de presse. «Devenue extrêmement compliquée à obtenir» pour les plus précaires, la carte de presse est en effet systématiquement demandée par les forces de l'ordre lors des manifestations. «Pour rappel, le journalisme n'est pas une profession réglementée», peut-on lire dans la tribune.

De ce fait, les pétitionnaires exigent du gouvernement qu'il prenne «les mesures nécessaires pour que les forces de l'ordre cessent de [les] harceler et [les] laissent travailler librement». D'autre part, ils invitent la CCIJP à tenir compte de l'évolution des métiers de la presse et à faciliter l'obtention du fameux sésame. «En nous attribuant une carte de presse, la CCIJP marquerait sa solidarité avec les plus précaires d'entre nous et ferait un geste politique fort en faveur de la liberté de la presse en France», écrivent-ils. RT 1 mai 2019

Des artistes soutiennent les Gilets jaunes

- Binoche, Béart, Cantet... des artistes soutiennent les Gilets jaunes et dénoncent le gouvernement - Le Parisien 4 mai 2019

Alors que ce samedi a lieu l'acte 25 des Gilets jaunes, une tribune signée par plusieurs personnalités du monde de la culture leur apporte son soutien. Dans un texte publié par Libération, Juliette Binoche, Emmanuelle Béart, les cinéastes Robert Guédiguian et Laurent Cantet et l'écrivain Edouard Louis notamment saluent un mouvement « sans précédent dans l'histoire ».

Surtout, ces personnalités protestent contre l'attitude du gouvernement. Leur tribune intitulée « Nous ne sommes pas dupes » dénoncent « les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets Jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs... » Une possible allusion à la phrase du ministre Christophe Castaner, très critiqué pour avoir qualifié d'« attaque » l'intrusion de manifestants à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

« La manœuvre ne prend pas, insistent les signataires. Ce récit ne colle pas à la réalité même si médias grand public et porte-paroles du gouvernement voudraient bien nous y faire croire. Comme cette violence qu'ils mettent en exergue chaque samedi. Pourtant, la violence la plus alarmante n'est pas là. » Ils soulignent que « la violence la plus menaçante est économique et sociale ».

Ces artistes, parmi lesquels on trouve également l'écrivaine Annie Ernaux ou l'auteur de BD Franck Margerin, s'en prennent également aux violences policières et évoquent « un décès (ndlr : une octogénaire a

été mortellement blessée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets), 248 blessé.e.s à la tête, 23 éborgné.e.s, 5 mains arrachées chez les manifestant.e.s ». « C'est indigne de notre république », insistent-ils.

« Nous sommes révolté.e.s par la répression, la manipulation et l'irresponsabilité de ce gouvernement à un moment si charnière de notre histoire », insistent-ils encore. Ces artistes appellent encore à « affronter collectivement la crise écologique et trouver des solutions justes et efficaces, afin de laisser un monde vivable à nos enfants ». Le Parisien 4 mai 2019

Acte XXIV.

- Acte XXIV des gilets jaunes : ce qui est prévu samedi 27 avril - huffingtonpost.fr 26.04

L'attention sera portée sur Strasbourg pour ce nouvel acte, où un appel national et international à se rassembler, en vue des européennes, a été lancé sur les réseaux sociaux.

Dans la capitale, une manifestation partira du quartier de Montparnasse à 13h sous le mot d'ordre de "Riposte générale", à l'appel notamment de la CGT. Celle-ci a le soutien de La France insoumise, du PCF, du NPA, et devrait opérer une jonction avec les gilets jaunes "pour concrétiser la convergence des luttes et des mobilisations en cours".

Une "marche sur les médias", déclarée, est aussi prévue dans la capitale, mise en avant via l'événement Facebook "Acte 24 - Pour un traitement médiatique impartial" (200 participants, 1000 intéressés). Le cortège doit passer devant les rédactions de Radio France, TF1, CNews, France Télévisions, BFMTV et le CSA. huffingtonpost.fr 26.04

L'acte XXIV des gilets jaunes répond timidement à Emmanuel Macron - HuffPost 27.04

Selon un décompte du ministère de l'Intérieur, 23.600 personnes ont défilé dont 2600 à Paris, ce qui fait de la mobilisation de ce samedi 27 avril, une des plus faibles depuis le mois de novembre. Mobilisation des gilets jaunes Infogram

Les gilets jaunes ont pour leur part comptabilisé "60.132 manifestants minimum", selon un décompte provisoire. La semaine dernière, le ministère avait comptabilisé 27.900 manifestants, dont 9000 dans la capitale.

À un mois des élections européennes, les gilets jaunes ont voulu se rassembler à Strasbourg pour donner un caractère international à cette mobilisation. Ils étaient 2000, selon la préfecture du Bas-Rhin à avoir défilé, la manifestation ayant été émaillée d'incidents.

Dans les rues de la capitale, c'est une autre échéance qui était dans les têtes: le 1er mai et ses traditionnels défilés syndicaux. Environ 2000 personnes avaient revêtu leurs gilets jaunes pour protester après l'allocution présidentielle. À ce cortège, 3000 autres personnes se sont ajoutées, venues à l'appel de syndicats et de mouvements politiques de la gauche de la gauche. Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot étaient notamment présents. "C'est la première fois qu'il y a un appel de cette nature, c'est-à-dire des organisations syndicales, des associations et des mouvements politiques. Donc je crois que c'est un événement en soi ce type d'événement, de mobilisation et de fédération populaire", s'est félicité le chef de file de la France insoumise sur BFMTV. HuffPost 27.04

LVOG - Macron en tremble déjà !

Au total, 2.600 "Gilets jaunes" ont défilé dans la capitale, un chiffre auquel il faut ajouter les 3.500 personnes qui se sont jointes au cortège, plus traditionnel, de la CGT, selon le décompte du ministère de l'Intérieur. Reuters 27 avril 2019

Un mouvement sans direction voué à se disloquer.

Des "Gilets jaunes" appellent à poursuivre le mouvement - Reuters 26 avril 2019

Plusieurs figures du mouvement des "Gilets jaunes" ont appelé vendredi à poursuivre la mobilisation au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron visant à éteindre cette contestation mais jugées insuffisantes et floues par une partie des manifestants.

"Je salue le travail réalisé, c'est un fait, ils ont planché sur le sujet", a réagi Jacline Mouraud dans un communiqué. "Mais les grands oubliés de la nation sont les travailleurs pauvres, les agriculteurs, les temps partiels, les précaires, tous les ubérisés de la société."

Priscillia Ludosky, à l'origine de la pétition contre la hausse des taxes sur le carburant qui a déclenché le mouvement de contestation en novembre, a quant à elle publié sur Twitter à l'issue du discours du chef de l'Etat les prochaines dates des manifestations pour les samedis à venir jusqu'au 25 mai - journée du 1er-mai comprise.

Sur Franceinfo, l'ancienne "gilet jaune" et fondatrice des associations Ecllosion démocratique et Racines positives, Ingrid Levavasseur, a pour sa part estimé que les réponses du chef de l'Etat ne sont "absolument pas ce dont on avait envie."

"Je ne pense pas que ça (la mobilisation) va s'éteindre. Au vu de ce qui se passe sur les réseaux et de ce que j'entends et, évidemment, de l'insatisfaction des Français, je pense que ça ne va pas s'éteindre, c'est une évidence", a-t-elle ajouté.

"Gilets jaunes": Eric Drouet, figure du mouvement, annonce faire une "pause" - AFP 24 avril 2019

Eric Drouet, figure emblématique du mouvement des "gilets jaunes" a annoncé se mettre "en pause (...), voire plus peut-être" dans une publication Facebook, évoquant des "menaces" sur sa famille, des "insultes" et une grande fatigue.

"Mode pause pour moi voire plus peut-être, trop de menaces sur ma famille, trop de haineux, trop de foulards rouges, trop de mépris, trop d'insultes, je suis fatigué, désolé", a écrit le chauffeur routier de Seine-et-Marne sur son mur Facebook mardi soir. AFP 24 avril 2019

Européennes : à son tour, le gilet jaune Thierry Paul Valette jette l'éponge - L'Express.fr 26 avril 2019

Après Ingrid Levavasseur, nouvel abandon chez les gilets jaunes. Thierry Paul Valette, issu du collectif des "gilets jaunes citoyens", qui comptait emmener une liste pour les élections européennes, a jeté l'éponge vendredi en appelant les gilets jaunes à s'unir, au lendemain de la conférence d'Emmanuel Macron.

Le chef de l'État "a manqué le rendez-vous crucial qu'il avait avec les citoyens. [...] De nos cinq mois de mobilisation, il n'a rien retenu. Aucune réponse politique n'a été apportée", a déploré Thierry Paul Valette dans un communiqué, en estimant que "le mouvement des gilets jaunes doit donc se maintenir" et "se structurer".

Estimant que sa candidature est "désormais obsolète", il dit avoir "décidé de ne plus [se] porter candidat à l'élection européenne et appelle tous les gilets jaunes à l'unification", tous ceux "sur des listes européennes à [le] rejoindre et à renoncer à l'élection européenne à des fins partisans", et "toutes les figures médiatiques à se réunir autour d'un projet commun".

"L'impasse faite sur la plupart de nos revendications est un déni de la crise sociale que traverse la France", a-t-il ajouté, fustigeant un "président de l'obstination et du mépris social". L'Express.fr 26 avril 2019

Européennes: une liste "gilets jaunes" rejoint la liste de Florian Philippot - AFP 30 avril 2019

La liste pour les élections européennes du mouvement "Jaunes et citoyens" conduit par Jean-François Barnaba a rejoint celle de Florian Philippot, partisan d'une sortie de la France de l'UE, ont annoncé mardi les deux formations.

"Le mouvement "Les Patriotes" et l'association "Jaunes et citoyens" sont parvenus à un constat commun. Leurs revendications, largement partagées (plus de pouvoir d'achat, plus de démocratie directe, plus de

justice fiscale et sociale), ne sont possibles que si la France sort du carcan de l'Union européenne et de l'euro", expliquent les deux formations.

Joint par l'AFP, M. Barnaba a expliqué que "certains de notre liste avaient trouvé l'initiative intéressante mais d'autres nous ont laissés parce qu'ils n'étaient pas d'accord" avec M. Philippot. AFP 30 avril 2019

"Gilets jaunes": Francis Lalanne prend la tête d'une liste "Alliance jaune" - AFP 1 mai 2019

Cette liste, déposée mardi au ministère de l'Intérieur, est le fruit d'une alliance avec les représentants de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", dite "RIC", a précisé le chanteur lors d'une conférence de presse. Jérémy Clément, meneur du "RIC", sera numéro 3 de la liste, derrière Sophia Albert-Salmeron, avocate à Avignon ayant défendu plusieurs "gilets jaunes".

La liste bénéficie d'une caution financière de 800.000 euros assurée par Jean-Marc Governatori, président de l'Alliance écologiste indépendante et soutien de la liste EELV menée par Yannick Jadot. M. Governatori avait confirmé à l'AFP le 6 avril se porter caution pour une liste incluant Francis Lalanne.

Européennes 2019 : le Gilet jaune Christophe Chalенçon dépose sa liste - Le Parisien 2 mai 2019

Il est une des figures, quoique controversée, des Gilets jaunes. Christophe Chalенçon a déposé ce jeudi matin sa liste au ministère de l'Intérieur, en vue des élections européennes du 26 mai.

Le forgeron figure en première position sur cette liste « Evolution citoyenne », qui n'est « pas une liste Gilets jaunes » mais est entièrement composée de personnes « issues de la société civile », un « panel de citoyens de gauche à droite », a précisé Christophe Chalенçon.

Christophe Chalенçon avait été au coeur d'une polémique début février lorsqu'il avait rencontré en France Luigi di Maio, vice-président du Conseil italien et dirigeant du Mouvement 5 étoiles, ce qui avait entraîné le rappel par Paris, pour une semaine, de l'ambassadeur français en Italie.

« Nous ne sommes pas pour sortir de l'Europe, nous sommes pour une Europe des nations fortes », a expliqué Christophe Chalенçon. S'il est élu, il entend organiser des « assemblées citoyennes » au cours desquelles les participants pourront s'exprimer sur les lois soumises au vote du Parlement européen.

Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Un "Gilet jaune" jugé en juillet pour slogan haineux envers la police - Reuters 23 avril 2019

Un homme de 69 ans, membre des Gilets jaunes, sera jugé le 12 juillet prochain par le tribunal correctionnel de Montauban (Tarn-et-Garonne) pour avoir affiché des slogans hostiles à la police sur son véhicule, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Dimanche, des passants ont signalé aux forces de l'ordre la présence d'un fourgon stationné dans la commune de Caussade, qui affichait sur la lunette arrière une pancarte "Flic suicidé, à moitié pardonné. Les autres vous mutilent".

Un slogan hostile et haineux envers les forces de l'ordre qui ont déjà subi des insultes telles que "suicidez-vous" le 20 avril, lors de l'"acte 23" du mouvement à Paris. Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour "outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion".

Le propriétaire du fourgon, domicilié à Caussade, s'est présenté de lui-même dimanche aux gendarmes, qui l'ont placé en garde à vue.

L'homme a été déféré mardi devant le tribunal de grande instance de Montauban, a indiqué le parquet de la ville, après le dépôt d'une plainte par un officier de la compagnie de gendarmerie de Montauban.

Le sexagénaire a été remis en liberté et est convoqué par le procureur de la République le 12 juillet prochain pour des faits d'outrages à personne dépositaire de l'autorité publique.

Dans l'attente de ce jugement, il a été placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de participer aux manifestations des "Gilets jaunes" et obligation de pointer à la gendarmerie. Reuters 23 avril 2019

Faites preuve de compassion, accordez-leur le droit à l'euthanasie !

«Suicidez-vous !» aux policiers : un Gilet jaune condamné à huit mois de prison avec sursis - RT 30 avril 2019

«Suicidez-vous ! suicidez-vous !» : un homme, jugé pour avoir participé aux appels au suicide lancés aux policiers lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, a été condamné le 30 avril à huit mois de prison avec sursis par le tribunal de Paris.

Ce cuisinier au chômage, âgé de 49 ans, devra également accomplir 180 heures de travail d'intérêt général, avec obligation de trouver un travail et de verser 500 euros à chacun des deux policiers qui ont porté plainte au titre du préjudice moral. RT 30 avril 2019

Devoir de mémoire. Oublier : Jamais !

Pour Jean-Michel Fauvergue "il faut oublier l'affaire Malik Oussekin" - Le HuffPost 30.04

Jean-Michel Fauvergue n'est pas que député LREM. Il est également ex-patron du Raid. Un passé au sein des forces de l'ordre...Le HuffPost 30.04

Macron au Touquet : deux gilets jaunes bientôt jugés pour participation à un attroupement - L'Express.fr 23 avril 2019

Ils avaient voulu profiter de la présence du chef de l'État dans la station balnéaire, le week-end de Pâques, pour signifier leur mécontentement. Deux gilets jaunes ayant "tenté de manifester" dimanche soir dans le centre-ville du Touquet, lors du séjour privé d'Emmanuel Macron, seront jugés en août pour attroupement interdit, a-t-on appris du parquet de Boulogne-sur-Mer.

Cet homme et cette femme seront jugés pour "une infraction de participation à un attroupement sans arme après sommation de se disperser", a précisé le procureur de la République Pascal Marconville, confirmant des informations de la presse locale. Selon le magistrat, une vingtaine de personnes ont "subitement revêtu un gilet jaune et ont tenté de manifester dans le centre-ville du Touquet" dimanche soir.

"Cette manifestation non déclarée a fait l'objet de sommations de se disperser. Seules deux personnes ont refusé obéissance à la loi et ont été arrêtées pour ces faits", a-t-il ajouté. Elles sont sorties de garde à vue lundi soir.

À l'occasion de cette visite privée, la sécurité avait été renforcée aux alentours de la maison du couple présidentiel, devant laquelle plusieurs manifestations de gilets jaunes ont eu lieu ces derniers mois. Des barrières avaient été installées et de nombreux gendarmes mobiles étaient arrivés en renfort à partir de 18 heures environ à chaque coin de rue autour de la villa Monéjan, où le président de la République a passé le week-end de Pâques en famille.

Ils filtraient le périmètre en contrôlant les sacs et parfois les identités, en comparant les documents d'identité avec un trombinoscope imprimé. L'audience des deux gilets jaunes aura lieu le 27 août à 8 h 30. L'Express.fr 23 avril 2019

Des manifestants frappés et enfermés par la police dans un commerce à Paris - sputniknews.com 02.05

Lors d'un rassemblement à l'occasion du 1er-Mai, des policiers ont poussé violemment plusieurs personnes qu'ils ont ensuite enfermées dans un bureau de tabac, situé face à l'église Notre-Dame-des-Champs, dans le 6e arrondissement de Paris. La scène a été filmée et postée sur YouTube par Street News.

Sur la séquence en question, on voit de nombreuses personnes et des policiers près d'un bureau de tabac. Plusieurs personnes —on en ignore le nombre exact- se trouvent déjà à l'intérieur. D'autres, dont un homme, se tiennent immobiles à l'extérieur.

Pour des raisons inconnues, un agent de police s'approche de cet homme et le frappe violemment au visage. La foule hurle. Par la suite, d'autres agents commencent à repousser des gens à l'intérieur du magasin, dont une femme âgée. Finalement, ils réussissent à enfermer tout le monde en abaissant le rideau métallique de la devanture. Lequel résonne bientôt des coups portés depuis l'intérieur. sputniknews.com 02.05

Un policier manie sa matraque télescopique dans le pantalon d'un manifestant à Paris sputniknews.com 03.05

Difficile de dire pour quelle raison ces policiers ont interpellé cet homme lors des manifestations du 1er-Mai à Paris, mais les images de son arrestation partagées en ligne donnent à voir qu'il a été fouillé d'une manière assez particulière. En effet, un membre des forces de l'ordre a introduit sa matraque télescopique à l'arrière de son pantalon.

À en juger par cette vidéo mise en ligne par le journaliste David Dufresne et réalisée boulevard du Montparnasse au cours d'une manifestation du 1er-Mai à Paris, un policier a glissé pendant quelques secondes sa matraque télescopique dans le fond du pantalon d'un manifestant plaqué au sol par ses collègues. sputniknews.com 03.05

Le crâne d'une jeune femme «enfoncé» par les forces de l'ordre à Marseille - Sputnik 30.04

Une jeune femme a déposé plainte pour tentative d'homicide, le 30 avril, après que des policiers lui ont infligé de graves blessures lors d'une manifestation des Gilets jaunes en décembre dernier à Marseille, indique Mediapart. Elle a d'abord été blessée par un tir de LBD, puis matraquée et frappée au sol, au point que son crâne soit fracassé.

Une jeune femme de 19 ans, a été opérée en urgence après avoir été violemment maltraitée par les forces de l'ordre, lors de la manifestation des Gilets jaunes du 8 décembre 2018 à Marseille. Là, elle a été blessée par un tir de LBD à la cuisse, est tombée par terre et a été sévèrement matraquée et frappée à coups de pied dans la tête, a indiqué Mediapart. Son cerveau a été endommagé.

Opérée en urgence pour «un traumatisme cranio-facial droit par coup de matraque et embarrure frontale droite en regard avec contusion cérébrale», elle n'a pu reprendre sa vie normale qu'en avril. Vu son «état de stress aigu», elle reste suivie par un psychiatre.

L'avocat de la jeune femme, Brice Grazzini, a déposé plainte ce mardi 30 avril auprès du parquet de Marseille pour «tentative d'homicide» contre «personnes non-dénommées, cependant identifiées comme exerçant la fonction de policier». Parmi d'autres chefs d'accusation figurent «violences volontaires aggravées», «non-assistance à personne en danger» et «non-obstacle à la commission d'une infraction».

Contactée par Mediapart, la jeune femme affirme n'avoir «rien compris» lorsque les forces de l'ordre «ont chargé», après quoi elle a été blessée par un tir de LBD.

«Je n'ai jamais manifesté et j'ai eu très peur. J'ai couru vers la première rue perpendiculaire, la rue de la Glace, mais j'ai reçu un tir dans la jambe. J'ai crié parce que j'avais très mal à la jambe. Je suis tombée par terre.»

Au sol, elle explique s'être vue encerclée par des policiers et les témoins observent «plus de dix agents de police en jean, casqués, matraque à la main et brassard à l'épaule arriver en courant et mettre chacun à leur

tour des coups de matraque et de pied à la personne clouée au sol». Elle a eu alors «le crâne enfoncé et ensanglanté», des traces de sang étaient partout.

«Tout est allé très vite. Des policiers ont surgi sur moi et j'ai reçu des coups dans la tête puis j'ai senti de la chaleur. J'étais tellement choquée. Les coups ont continué. Puis je me suis sentie partir lorsque des gens sont venus m'aider.»

La victime a de son côté reconnu «avoir bêtement fait péter des pétards sur le sol. [...] Mais si c'est ça le problème, je ne comprends pas, parce que sur le moment on ne nous a rien dit.»

L'IGPN, plus connue sous le nom de la «police des polices», saisie le 19 décembre, ne l'a toujours pas auditionnée depuis, a affirmé Brice Grazzini. Sputnik 30.04

Un policier lançant ce qui semble être un pavé contre les manifestants filmés à Paris sputniknews.com 02.05

Une vidéo relayée sur Twitter après les manifestations du 1er-Mai à Paris montre un membre des forces de l'ordre lancer un morceau de trottoir ou un pavé en direction de manifestants. Le journaliste David Dufresne - qui a partagé la vidéo sur son compte - fait remarquer que cette «arme» ne figure pas dans l'arsenal habituel du maintien de l'ordre.

Selon l'indication accompagnant une vidéo, les faits ont eu lieu à Paris ce 1er mai 2019. Sur la séquence on voit plusieurs personnes, certaines avec des caméras et appareils photo, placées derrière les forces de l'ordre agencées en une ligne face aux manifestants. Quand la caméra pivote, l'un des policiers «renvoie un pavé» en le lançant en directions des manifestants, indique d'ailleurs LinePress. Dans un Tweet postérieur, cette source précise que les événements ont eu lieu devant le 46 boulevard de l'Hôpital à 17h41. sputniknews.com 02.05